

# SPORE

Le magazine  
du développement  
agricole et rural  
des pays ACP

<http://spore.cta.int>

INTERVIEW  
Adimaimalaga Tafuna'i,  
cofondatrice et directrice  
générale de WIBDI

N°172  
OCTOBRE-NOVEMBRE 2014

L'AGRICULTURE  
INTELLIGENTE  
FACE AU CLIMAT

Quand le ciel  
tombe sur la terre

CAFÉ

De la pépinière  
à la tasse

AGROFINANCE

Comblent l'écart  
entre agriculteurs  
et financiers



# Le commerce ACP analysé et décrypté

<http://agritrade.cta.int>



**agritrade**

Les dernières informations sur le  
commerce agricole et la pêche ACP-UE



L'AGRICULTURE INTELLIGENTE  
FACE AU CLIMAT



Quand le ciel  
tombe sur la  
terre !

4

À LA UNE

ADIMAIMALAGA TAFUNA'I



Des  
applications  
mobiles  
inventives

12

INTERVIEW



AGROFINANCE

Comblent l'écart entre  
agriculteurs et financiers

13

DOSSIER

4 | À la une

6 | Agriculture

8 | Élevage et pêche

9 | Environnement

10 | Recherche et TIC

11 | Entreprise et commerce

12 | Interview

13 | DOSSIER

**Agrofinance : combler l'écart entre agriculteurs et financiers**

Assurer le financement des petites et moyennes exploitations agricoles

17 | Point de vue

**Esther Muiruri : des financements accessibles à tous**

Equity Bank – un financement efficace pour l'agriculture

18 | Reportage

**Kenya : des affaires aux petits oignons**

Accès au marché et crédit abordable

20 | Chaînes de valeur

**Café : de la pépinière à la tasse**

21 | Publications

25 | Agir avec le CTA

# Éditorial

La conférence  
Fin4Ag donne  
le ton



La conférence Fin4Ag, organisée par le CTA avec ses partenaires en juillet 2014 à Nairobi, a joué un rôle précurseur à bien des égards. Comme l'a expliqué le ministre nigérian de l'Agriculture, Akin Adesina, dans son discours d'ouverture, le simple fait de réunir dans une même pièce les secteurs financier et agricole était déjà une "révolution en soi". Les gouverneurs des banques centrales de plusieurs pays africains ont discuté de la question de savoir s'il leur fallait soutenir l'agriculture. L'expérience de leurs homologues asiatiques, également présents à la conférence, les a convaincus qu'investir dans l'agriculture était judicieux. La Ministre ougandaise des Finances, Maria Kiwanuka, a demandé aux ministres de l'Agriculture présents si, comme le préconise la Déclaration de Maputo (2003), 10 % des budgets nationaux pourraient être utilisés efficacement par leurs institutions publiques pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Bien qu'ils aient répondu "oui" à l'unanimité, le débat a démontré qu'il était nécessaire que davantage de ministres des Finances soutiennent pleinement le secteur agricole.

Le message clé de la conférence était que les agriculteurs africains financent 90 % de leur production avec leurs ressources propres, mais qu'ils pourraient augmenter leur productivité et capter une plus grande part de la chaîne de valeur s'ils disposaient de financements additionnels provenant d'autres sources. Les opportunités pour la croissance agricole sont énormes, l'essor des villes africaines entraînant une demande toujours plus forte en denrées alimentaires et produits de meilleure qualité.

Le CTA a tiré de nombreux enseignements de la conférence. Elle nous a permis de rencontrer un grand nombre d'entrepreneurs et d'innovateurs qui réalisent un travail passionnant dans le domaine de la finance agricole. Elle nous a aussi aidés à identifier des domaines prioritaires pour nos futurs programmes. Nous continuerons à offrir une plateforme pour que davantage de personnes puissent découvrir des modèles de financement efficaces. En outre, le CTA s'efforcera de soutenir la poursuite du dialogue entre les secteurs agricole et financier au niveau des politiques, des capitaux et des investissements. Enfin, nous soutiendrons des initiatives de renforcement des capacités pour développer le savoir-faire des producteurs en matière de gestion financière et celui des financiers dans le secteur agricole.

Michael Hailu  
Directeur du CTA

**SPORE** est le magazine bimestriel du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Le CTA est régi par l'Accord de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne, et financé par l'UE. • CTA • Postbus 380 • 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas • Tél. : +31 317 467 100 • Fax : +31 317 460 067 • E-mail : cta@cta.int • Site Web : www.cta.int • **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION** : Michael Hailu • **COMITÉ DE RÉDACTION** : Krishan Bheenuck, Isolina Boto, Thierry Doudet, Vincent Fautrel, Stéphane Gambier, Anne Legroscolard • **MARKETING** : Thérèse Burke • **RÉDACTION** : Directeur de la rédaction : Joshua Massarenti • Vita Società Editoriale S.p.A., Via Marco d'Agate 43, 20139 Milan, Italie • Rédactrice en chef de la version anglaise : Susanna Thorp (WRENmedia Ltd) • Fressingfield, Eye, Suffolk, IP21 5SA, Royaume-Uni • Rédacteur en chef de la version française : Bénédicte Chatel (CommodAfrica), 12, avenue de Wagram, 75008 Paris, France • Rédacteur en chef de la version portugaise : Ricardo Bordalo, Tapada da Carvalha, Cabanões, São João de Lourosa, 3500 – 885 Viseu, Portugal • **CORRESPONDANTS** : ont participé à ce numéro N. Ackbarally (Maurice), O. Alawode (Nigéria), M. Andriatiana (Madagascar), B. Bafana (Zimbabwe), K. Bascombe (Trinité-et-Tobago), B. H. Carreon (Palau), I. Esipisu (Kenya), O. Issa (Niger), J. Karuga (Kenya), J. C Kijana (RD Congo), M. L. Marna (Guinée-Bissau), N. Mendes (Angola), E. Ntungwe (Cameroun), C. Njeru (Kenya), A. C. Santos (Cabo Verde), A. Silva (Mozambique) • **AUTRES CONTRIBUTEURS** : N. Brynaert, S. Federici, O. Frost, A. Guillaume-Gentil, ISO Translation & Publishing, D. Juchauf, K. Lohento, D. Manley, F. Mantione, A. Perrin, M. Protz, C. Pusceddu, Tradcatts, G. Zati • **DESIGN** : Intactile DESIGN, France • **MISE EN PAGE** : Lai-momo, Italie • **IMPRESSION** : Latimer Trend & Company, UK • © CTA 2014 – ISSN 1011-0054

# Quand le ciel tombe sur la terre !

Les changements climatiques en cours et à venir vont obliger l'agriculture à se transformer pour assurer la production alimentaire de demain. Pour répondre à ce défi, la FAO et d'autres organisations ont lancé en 2010 le concept d'agriculture intelligente face au climat lors de la première conférence mondiale sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le changement climatique de La Haye. Que recouvre-t-il ?

“ **A**u cours des dernières décennies, des changements du climat ont causé des impacts sur les systèmes naturels et humains sur tous les continents et à travers les océans”, souligne le Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC). Pour le secteur agricole, l'enjeu est déterminant et crucial pour l'avenir.

Le changement climatique est déjà une réalité pour de nombreux petits agriculteurs. Le réseau AfricaAdapt, dont l'objectif est de partager les connaissances sur l'adaptation au changement climatique en Afrique, a recueilli des témoignages des communautés locales à travers l'Afrique, du Burkina Faso au Cameroun en passant par le Zimbabwe ou le Malawi, sur les impacts sur l'agriculture familiale. Des périodes sèches plus longues, une moindre disponibilité en eau, l'accroissement des inondations et de la désertification, l'imprévisibilité de la météo et du changement dans les saisons sont quelques impacts mentionnés par les communautés. Avec comme conséquence une baisse des rendements et donc de la production.

Ces communautés se sont toutefois adaptées en introduisant des techniques comme le système d'irrigation goutte à goutte ou de récupération d'eau, l'utilisation de variétés améliorées à maturation précoce, des méthodes de conservation des sols. Mais une façon de s'adapter, voire de survivre, a aussi été de migrer ou de se détourner des activités agricoles. Elles pratiquent, en quelque sorte, une agriculture intelligente face au climat (AIC). Le concept s'articule autour de trois piliers principaux : une augmentation durable de la productivité et des revenus agricoles (sécurité alimentaire) ; l'adaptation et le renforcement de la résilience face au changement climatique (adaptation) ; la réduction des émissions et/ou l'absorption de gaz à effet de serre où cela est possible (atténuation). À travers cette approche, la FAO compte développer les conditions techniques, politiques et d'investissement nécessaires pour parvenir à une agriculture durable répondant aux enjeux de la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique.

### Répondre à une urgence

Vaste et ambitieux que ce concept d'agriculture intelligente, encore très jeune par ailleurs. Il a le mérite de tenter de répondre à une urgence pour de nombreux agriculteurs et parmi ceux-ci les plus vulnérables, en particulier en Afrique où 95 % de l'agriculture est pluviale.

Dans l'AIC, tout n'est pourtant pas nouveau ! Au contraire. De nombreuses pratiques et/ou technologies relèvent d'un développement durable de l'agriculture, d'une meilleure gestion des ressources naturelles et sont parfois basées sur des savoirs ancestraux, revisités aujourd'hui. Des pratiques issues de l'agriculture de conservation, de l'agroforesterie ou encore de l'agroécologie qui permettent de s'adapter au changement climatique : introduire des arbres dans les systèmes agricoles pour capter l'azote ; créer des piscines, barrages ou cuvettes pour récolter et retenir l'eau ; adopter de nouvelles variétés de semences (une variété de riz résistante à la salinité des eaux et aux inondations ou une variété de maïs tolérante à la sécheresse) ; mettre en place des systèmes de culture en semis direct sur couverture végétale permanente (SCV), etc.

Afin de limiter la production de méthane et d'oxyde de carbone liée directement aux activités agricoles, des solutions sont aussi possibles. Ainsi, le programme East Africa Dairy Development (EADD), qui aide quelque 200 000 agriculteurs à améliorer leur production laitière et à leur faciliter l'accès au marché, cherche à réduire l'empreinte climatique de l'industrie laitière en changeant l'alimentation des vaches (amélioration des espèces fourragères, plantation de légumineuses pour l'alimentation animale, utilisation des sous-produits agricoles) tout en utilisant le fumier pour produire des engrais et du biogaz.



Des pratiques qui pourront être optimisées en mobilisant et perfectionnant les services nationaux et régionaux de météorologie. D'ores et déjà, plusieurs pays produisent des bulletins météorologiques répondant aux besoins des agriculteurs et qui sont diffusés par SMS, en Ouganda ou au Kenya, par exemple, et/ou *via* les radios rurales. Le Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD) et le Centre régional AGRHYMET donnent, par exemple, des prévisions saisonnières des pluies.

## Atteindre le plus grand nombre

Des exemples de pratiques et d'innovations pertinentes face aux changements climatiques existent dans différentes chaînes de valeur, tant dans les pays développés qu'en développement. Le défi est de les faire connaître, de les diffuser et, *in fine*, qu'elles soient accessibles, appropriées et facilement adaptables pour les agriculteurs. Le Programme de recherche du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS) mène plusieurs actions pour atteindre les zones rurales et transmettre aux agriculteurs les connaissances pour "être intelligents face au climat". Au Kenya, avec l'émission hebdomadaire de télé-réalité "Shamba Shape-Up", le CCAFS a touché plus de 3 millions de spectateurs ; au Népal, des "jingles" d'une minute sur le thème du changement climatique et de son adaptation sont diffusés à la radio ; au Sénégal ou au Bénin, les radios communautaires communiquent aux agriculteurs des bulletins météorologiques "sur-mesure", adaptés à leurs besoins.

"L'information sur l'AIC est primordiale. Au moment où les systèmes nationaux de vulgarisation traditionnels sont faibles, totalement effondrés dans certains pays, des

méthodes novatrices pour faire passer le message aux agriculteurs aussi rapidement que possible sont essentielles. Cela est particulièrement vrai étant donné que certaines des techniques sont des technologies naissantes et/ou à forte intensité de connaissances", remarque Oluyede Ajayi, coordinateur de programme senior, Politiques de développement agricole et rural (DAR) au CTA.

Le CCAFS a aussi établi une quinzaine de "Climate-Smart Villages" (CSV) en Afrique de l'Ouest, de l'Est et en Asie du Sud, qui ont pour vocation d'être des centres expérimentaux des différentes stratégies d'adaptation, des technologies et pratiques en privilégiant les interactions entre les chercheurs et les populations locales.

Si renforcer les capacités des agriculteurs est une étape nécessaire pour s'adapter au changement climatique, instaurer des politiques pour créer un environnement favorable et incitatif est tout aussi indispensable. "Certaines politiques et dispositions institutionnelles dans une zone géographique donnée peuvent parfois limiter l'adoption de l'AIC. C'est le cas par exemple lorsque le système foncier limite la plantation d'arbres pérennes dans les exploitations agricoles, en particulier lorsque les agriculteurs sont locataires et n'ont donc pas de droits de propriété permanents qui garantissent leur investissement à long terme", souligne Oluyede Ajayi. Basées sur une approche multisectorielle, ces politiques devront être propices à inciter les paysans à investir dans l'AIC.

## Un concept fourre-tout ?

Certaines ONG françaises mais aussi anglaises et néerlandaises abordent l'AIC avec prudence. "Il s'agit d'un concept relativement flou, où l'on retrouve des pratiques qui sont potentiellement très diverses et certaines sont largement contestées, notamment pour leur impact négatif sur l'environnement et les populations. Par exemple, on retrouve les OGM ou l'usage intensif de pesticides ou d'intrants chimiques", indique Pierre Ferrand, chargé du projet Développement agricole et filières agroalimentaires au GREC. En outre, il estime que l'AIC fait l'impasse sur l'agroécologie qui tend, de plus en plus, à prouver que l'on peut se passer d'un retour massif aux intrants chimiques et aux OGM. Pierre Ferrand s'interroge également sur la forme que va prendre la future Alliance mondiale pour l'AIC (ACSA), qui devait être officiellement lancée par le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, en septembre lors du sommet mondial sur le climat à New-York. "Sur la gouvernance en tant que telle, il n'y a aucune visibilité sur les acteurs qui piloteraient cette fameuse alliance, aucune définition sur les règles ou la redevabilité des différentes parties prenantes, ni sur la capacité de contrôle sur les pratiques d'investissement qui seront labélisées dans ce cadre", soutient Pierre Ferrand.

L'Alliance pourrait être un moyen de mobiliser des ressources financières pour faire face au coût global de l'adaptation du secteur agricole au changement climatique. Un coût qui serait de 7 milliards US \$ selon les estimations les plus basses, mais qui pourrait atteindre jusqu'à 14 milliards US \$ par an. Car si des solutions existent, elles constituent un coût pour les agriculteurs familiaux. ■

Remy Temba pratique des méthodes de culture respectueuses de l'environnement sur les contreforts du Kilimandjaro en Tanzanie.



© FAO/IS. Maïna

## FERTILISATION DES SOLS

### Compostage aérien

Le compostage aérien est une méthode à moindre coût développée par l'Institut national de la recherche agronomique du Niger (INRAN) pour fabriquer du compost. La technique consiste à mélanger, sur le sol, des débris organiques (résidus végétaux, ordures ménagères décomposables et fumier) suivi d'un arrosage abondant. Le mélange fermente ensuite pendant 4 semaines durant lesquelles il est retourné tous les 10 à 14 jours.

## CULTURES MARAÎCHÈRES

### Pièges bio contre les insectes

Une équipe de scientifiques de plusieurs institutions, dont le CIRAD et l'USAID, a testé avec succès auprès de petits agriculteurs du Bénin et du Kenya l'utilisation de filets placés sur les légumes. Ces filets simples et faciles d'utilisation ont permis de réduire de 70 à 100 % les pulvérisations d'insecticides pour les cultures de choux et de tomates.

## SANTÉ

### Pilules savoureuses

Le cacao dispose de nombreux atouts pour la santé. En 2013, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) avait reconnu l'apport bénéfique des flavanols du cacao à la circulation sanguine. Aujourd'hui, elle reconnaît aux extraits de cacao des bienfaits pour la santé.

## RETOUR À LA TERRE

### Des familles retournent à leur tradition agricole

La guerre les a éloignées des champs, la paix leur permet de retourner pour "grandir ensemble" sur ces terres où les légumes remplacent maintenant les mines terrestres "semées" par le conflit armé.

Près de 2 500 familles de la province de Malange, dans le nord de l'Angola, sont sorties de la pauvreté grâce à la réussite d'un programme d'agriculture familiale "Kikula Ku Moxi" (Grandir ensemble), lancé en 2010 par la Société de développement du Pôle agro-industriel de Capanda. D'un véritable champ de mines, suite aux décennies de guerre dont l'Angola a été le théâtre jusqu'en 2002, le périmètre du Pôle agro-industriel de Capanda, dans la commune de Cacuso, est devenu un champ agricole. Quelque 35 tonnes de produits sont



Une agricultrice angolaise semant près d'un terrain miné.

aujourd'hui récoltées, tels que le maïs, le riz, l'arachide, le manioc, la canne à sucre, la patate douce, la *batata rena*, le haricot, le sorgho et autres légumes. Grâce au programme, le revenu moyen mensuel des familles est passé de 3 000 Akz (22,5 €) à 13 000 Akz (97,7 €).

Après quatre années, le programme "Kikula Ku Moxi" a permis un développement social et économique de ces familles, souligne l'administrateur adjoint de Cacuso pour le domaine technique, Garcia Alves : amélioration et modification du régime alimentaire de plus de 3 500 personnes, accès à l'eau potable pour plus de 11 000 personnes et réduction considérable de la mortalité infantile qui est passée de 118 décès de nourrissons de moins d'un an sur mille nouveau-nés, à seulement 33.

D'ici la fin des 2014, on prévoit une augmentation de production à près de 50 tonnes, qui s'ajouteront ainsi à la distribution de produits dans les principaux centres de consommation (supermarchés, restaurants et cantines) de la région et du pays.

Le programme "Kikula Ku Moxi", un des nombreux volets du Pôle agro-industriel de Capanda, a pour objectif de promouvoir et consolider l'agriculture familiale dans cette région dont le grand potentiel agricole et agro-industriel est lié aux conditions naturelles du sol et au climat.

Le but est également d'améliorer les revenus familiaux, la santé et la qualité de vie des familles actuellement intégrées dans le programme et, au fur et à mesure, d'augmenter le nombre de familles bénéficiaires.

Ce dernier objectif est directement lié à l'accroissement de la superficie en terres arables du Pôle agro-industriel de Capanda, qui occupe une superficie de 411 000 hectares, dont 270 000 ha cultivables. ■

## LAMPES SOLAIRES

### Populations éclairées

Plus d'un million d'habitants des bidonvilles de Douala et Yaoundé et plus de 200 familles rurales profitent d'une nouvelle source d'éclairage intérieur pendant la journée. Des bouteilles en plastique transparent d'un litre sont remplies d'eau, additionnée de quelques gouttes d'eau de javel pour protéger l'eau et la maintenir propre. La bouteille est ensuite fixée à travers le toit, la partie supérieure dépassant à l'extérieur ; quand les rayons du soleil frappent la bouteille, ils sont réfléchis par l'eau à l'intérieur de la maison. Une bouteille produit une intensité lumineuse équivalente à une ampoule électrique de 50 watts, et coûte 1 500 FCFA (2,30 €) à fabriquer et installer. L'éclairage des zones sombres devrait aussi permettre d'éloigner les moustiques.

Une seule bouteille éclaire autant qu'une ampoule électrique de 50 watts.



© Living Earth Foundation

## GOMME ARABIQUE

### Techniques améliorées

Le projet Gesforcom, mis en œuvre à Madagascar, au Mali et au Niger, promeut des techniques permettant d'améliorer la qualité de la gomme arabique et d'augmenter sa valeur marchande. Elles consistent à élaguer régulièrement, et dès sa période juvénile, le gommier en commençant par couper les branches de petits diamètres. Puis à partir de 3 à 5 ans, âge où la production de la gomme démarre, l'arbre est saigné quand il perd ses feuilles. Deux périodes sont propices à la saignée : le début de la saison froide, vers le mois de novembre, puis dans le courant du mois de mars. L'opération stimule l'exsudation et permet de multiplier par 5, voire par 6 la production. La qualité de la gomme est par la suite améliorée en la nettoyant, en la triant – en classant les nodules en fonction de leur taille – puis en la séchant dans un endroit ombragé à l'abri de la poussière. Enfin, la gomme doit être conditionnée dans des sacs en jute de 25 à 50 kilos.

## CLIMAT

### Les coopératives en première ligne

Les petits agriculteurs rwandais s'adaptent au changement climatique et relancent leur production en créant des coopératives.

Grâce à une aide du gouvernement rwandais dispensée via des organisations humanitaires et l'institution publique l'Agence des coopératives rwandaises (RCA), les petits agriculteurs peuvent obtenir des prêts bancaires, vendre leurs produits collectivement pour augmenter leurs profits et investir davantage dans la production alimentaire. Le gouvernement utilise aussi les coopératives pour distribuer des intrants agricoles subventionnés aux paysans pauvres, favorisant ainsi une augmentation importante des rendements. "Les coopératives sont un instrument par lequel les membres peuvent créer de l'emploi, améliorer la sécurité alimentaire partout dans le pays et générer des revenus pour les agriculteurs", explique Mugabo Damien, directeur général de la RCA.

Elles facilitent également l'accès des agriculteurs à des formations sur l'adaptation au changement climatique et à d'autres thématiques dans les domaines de la production alimentaire et de la génération de revenus. "Avec le changement des conditions climatiques, nous réalisons qu'il est nécessaire de préparer correctement les agriculteurs pour qu'ils aient les bonnes semences au bon moment. Des études ont montré que planter une semaine trop tard peut réduire les rendements de 50 % voire plus", ajoute Mugabo Damien.

Mukankiko Odeth, un petit paysan rwandais du district de Kirehe, raconte

qu'avec le changement climatique, si l'on ne dispose pas d'une information pertinente, il est devenu compliqué de savoir quel type de semence planter, quand et comment. "C'est précisément l'information que nous recevons des coopératives, en plus des formations, des intrants agricoles et de l'accès aux marchés", explique-t-il.

Les agriculteurs membres d'une coopérative ont aussi la possibilité de stocker leurs produits après les récoltes dans des entrepôts communs. Une fois vendus, les agriculteurs sont payés et un petit pourcentage est versé à la coopérative qui s'en sert pour investir ou comme garantie pour emprunter de l'argent à la banque. Ceci permet aux agriculteurs d'obtenir des financements auxquels ils n'auraient pas eu accès autrement.

"En raison du changement climatique, de la pression démographique et d'une conjoncture économique difficile, notre pays souffrait d'insécurité alimentaire il y a quelques années encore", indique Gasirabo Claver de la *Rwanda Development Organisation*, une association qui offre des formations et de l'aide à 122 coopératives, en collaboration avec le gouvernement et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique. "Mais maintenant, les agriculteurs regroupés en coopératives produisent assez pour leurs familles et ont même des surplus à vendre sur les marchés." ■

Des petits exploitants de la coopérative Ejo Heza égrènent le maïs avant de le stocker dans un entrepôt commun.



## MANIOC

### Le maïs hybride aux oubliettes

L'Institut de recherche agronomique du Mozambique a développé des variétés de manioc à haut rendement et résistantes à la maladie de la mosaïque. Ces nouvelles variétés, largement adoptées, sont utilisées par l'industrie brassicole et sont plus populaires que les variétés de maïs hybride car elles sont considérées comme plus résistantes aux conditions climatiques extrêmes et au manque d'intrants.

## STRIGA

### Dégâts limités

Les couvertures végétales à base de légumineuses et la rotation des cultures limitent les dégâts provoqués par le striga, une plante parasitaire causant des pertes de rendement sur les cultures céréalières à Madagascar. Cette technique, qui enrichit aussi le sol en matières organiques, a permis de relancer la culture du riz et du maïs sur les hauts plateaux du pays.

## FILIÈRE COURTE

### Approvisionnement des cantines scolaires

La Fondation cap-verdienne d'action sociale scolaire a commencé à approvisionner les cantines scolaires de l'archipel avec des produits agricoles issus du marché national, réduisant ainsi progressivement les importations. L'utilisation de produits locaux dans les cantines, qui fournissent un repas chaud par jour à plus de 180 000 élèves, encourage les agriculteurs à accroître leur production.

## BIOGAZ

### Jackpot assuré

Dans le comté de Kiambu au Kenya, plus de 100 familles ont adopté un système de fourniture de biogaz, Pay-as-You-Go (PAYG), dont le coût d'installation n'est que de 10 000 Ksh (84 €) alors qu'il est de 840 € normalement. Les achats de biogaz se font ensuite par téléphone portable au prix de 0,04 € l'unité. Le système PAYG fonctionne avec un digesteur commun qui est relié au domicile de chaque client et qui fournit à une famille de cinq personnes l'énergie nécessaire pour cuisiner.

# ÉLEVAGE ET PÊCHE

## SEMENCES BOVINES

### Coopération triangulaire

L'entreprise indienne Aadicon Biotechnologies Ltd s'est implantée à Maurice pour produire des semences bovines. L'Inde apporte sa technologie, la "Frozen Semen Extraction Technology", les vaches et les taureaux viennent d'Afrique du Sud et leurs semences sont recueillies, analysées et traitées à Maurice pour être utilisées dans toute l'Afrique pour l'insémination artificielle.

## PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

### Interdiction de la pêche commerciale aux Palaos

Dans l'ouest du Pacifique, la République des Palaos, qui ne tire actuellement que 5 millions de dollars de revenus par an de la pêche commerciale, envisage de fermer sa zone économique exclusive aux navires de pêche étrangers et de patrouiller ses eaux avec des drones. La pêche artisanale et la pêche sportive pour les touristes seront toujours autorisées.

## GARANTIR LE FUTUR

### Des femmes au secours des ressources halieutiques

Dans le nord du Mozambique, des coopératives de femmes développent des campagnes d'éducation civique destinées à promouvoir le respect des périodes d'interdiction de pêche et l'élargissement des sanctuaires pour les espèces en danger. "Nous craignons que le poisson commence à se faire rare et nous voulons intervenir pour éviter le pire", affirme Latiza Domingos, dirigeante de l'association dans le district de Moma.

## SOLEIL ET GLACE

### L'énergie solaire pour produire de la glace

Le village de pêcheurs de Salamansa, sur l'île cap-verdienne de São Vicente, a gagné en autonomie car il produit désormais sa glace grâce à une unité alimentée à l'énergie solaire. Cette unité lui a permis, en outre, de réduire les coûts d'exploitation et de production.

## TILAPIA

### Initiatives transversales

Une campagne de marketing et un programme de formation sur l'élevage de tilapia ainsi que la construction d'étangs relancent la production locale à Trinité-et-Tobago.

**A**u début de l'année 2014, une catastrophe écologique a frappé Trinité-et-Tobago : un déversement d'hydrocarbures a pollué les lieux de pêche et de reproduction ainsi que les localités côtières du sud-ouest du pays. L'incident a porté un coup à l'industrie de la pêche, en réduisant significativement la demande en poissons et produits de la mer et en détruisant les stocks de poissons.

Bien qu'il s'agisse d'une tragédie pour l'environnement, le déversement de pétrole a toutefois servi de tremplin au tilapia d'élevage. Avant la catastrophe, le ministère de la Production alimentaire avait demandé au *Sugarcane Feeds Centre* (SFC), un centre local de recherche, d'améliorer le potentiel commercial du tilapia d'élevage produit dans l'île. Dans le cadre de ce programme, les autorités achetaient à des producteurs locaux du tilapia qui était ensuite transformé et vendu aux consommateurs. Suite à la pollution, l'intérêt pour l'élevage de tilapia a explosé.

"L'industrie a été stimulée, offrant un débouché aux producteurs pour leurs

poissons ainsi que la possibilité pour les pêcheurs côtiers de poursuivre leurs activités, bien que sous une autre forme", explique Suresh Benny, directeur de projet au SFC. "Les consommateurs ont commencé à acheter plus de poissons d'élevage en raison de leurs craintes quant à la pollution qui a fait suite aux déversements de pétrole." La production de tilapia entier a ainsi augmenté de 225 à 900 kilos par semaine. Le secteur espère que ces niveaux de production vont contrebalancer les grandes quantités de tilapia importées. Selon le ministère de la Production alimentaire, 100 tonnes sont actuellement importées chaque année alors que la production locale annuelle est seulement de 12 tonnes.

L'augmentation de la demande des consommateurs en poisson d'élevage est une raison supplémentaire qui a incité de nouveaux entrepreneurs à se lancer dans le secteur de l'aquaculture. Face à cet engouement, le SFC s'est associé à la *Seafood Industry Development Company* (SIDC), l'un des principaux acteurs de l'industrie halieutique dans l'île, et au département *Agriculture NOW Training Unit* du ministère. Ensemble, ils ont lancé un programme de formation en aquaculture pour renforcer les capacités en matière d'équipement, d'élevage et de construction d'étangs. Le programme a démarré en mai 2014 et près de 40 nouveaux aquaculteurs ont déjà été formés.

Pour compléter ces efforts pour augmenter la production, le ministère de la Production alimentaire a également construit une écloserie destinée à produire près de 1,2 million d'alevins par an. Cette écloserie devrait satisfaire environ la moitié de la demande nationale annuelle en alevins. ■

Aquaculteurs échantillonnant le poisson dans un élevage de tilapia en circuit fermé.



© Institute of Maritime Affairs, Trinidad and Tobago



## BIOFORTIFICATION

### Combattre la faim invisible dans le sillage du changement climatique

Pour combattre la faim invisible, des produits agricoles résistants au changement climatique et biofortifiés sont développés.



Croisement manuel entre du pollen d'une variété de patate douce riche en vitamine A et d'une variété à haut rendement.

**A** lors que de nombreuses institutions voient l'augmentation de la production agricole comme un moyen de s'adapter au changement climatique, des experts attirent l'attention sur les risques de 'faim invisible' là où la nourriture, certes plus abondante, ne contient pas les micronutriments nécessaires pour la santé. Pour combler ce manque, HarvestPlus travaille avec des centres de recherche nationaux, des ONG, les gouvernements et des partenaires du développement pour développer des produits agricoles résistants au changement climatique et enrichis en nutriments essentiels.

Ainsi, au Rwanda, environ 700 000 petits agriculteurs cultivent des haricots riches en fer, et au Nigeria trois nouvelles variétés de manioc enrichies en vitamine A – qui fournissent jusqu'à 40 % de la dose recommandée pour les enfants de moins de cinq ans – ont été lancées en 2013 dans le cadre du Plan pour la transformation agricole initié par le gouvernement. "Nous nous réjouissons de ces nouvelles variétés de manioc et de leur potentiel de contribution à l'amélioration de l'état nutritionnel des Nigériens, surtout les enfants et les femmes", explique Paul Ilona, directeur de HarvestPlus pour le Nigeria. L'organisation espère toucher en 2014 plus de 350 000 familles nigérianes avec ce manioc enrichi en vitamine A. ■

## CHANGEMENT CLIMATIQUE

### Le Népal fait des émules

Afin de lutter contre le changement climatique, le Népal a été pionnier dans la conception d'un "Local Adaptation Plans of Action" (LAPA). Conçu au niveau des villages et/ou des quartiers, le LAPA prend en compte les répercussions, les vulnérabilités et les priorités d'adaptation relatives au changement climatique en se concentrant sur l'accroissement de la résilience. Géré par un Comité de développement du district au niveau du village, il cherche à englober tous les groupes vulnérables, les personnes âgées, les femmes, les groupes ethniques et religieux. Réunissant des représentants de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et autres secteurs, le Comité examine chaque nouveau projet en tenant compte de son impact sur le climat. Aujourd'hui, cette approche essaime dans d'autres pays d'Asie et en Afrique. Ainsi le Mozambique a commencé à mettre en place les structures pour implanter un LAPA dans 22 districts sur plus de 100 que compte le pays.

## FORÊT

### Sauver les derniers arbres

La société civile se mobilise pour protéger les dernières forêts de Guinée Bissau.

**L**e Mouvement contre la dévastation forestière de la Guinée Bissau (MCDFGB) a été créé par la société civile bissau-guinéenne afin de sauver les dernières forêts du pays. Depuis des décennies, ces dernières sont la cible d'une exploitation incontrôlée due à l'instabilité politico-militaire permanente.

Pour freiner l'abattage sauvage des arbres, le MCDFGB a tout d'abord fait circuler une pétition dénonçant le dépassement important par les entreprises étrangères des quotas d'exploitation du bois dans le pays.

Ce document a été envoyé au Secrétaire général de l'ONU et au gouvernement de Pékin, ainsi qu'aux organisations internationales de protection de l'environnement, afin de les alerter sur la situation de la Guinée-Bissau. En effet, dans ce pays africain autrefois riche en forêts, il ne subsiste aujourd'hui que quelques massifs forestiers en raison de l'abattage important d'espèces protégées.

## ÉNERGIE SOLAIRE

### Changement de cap à Porto Novo

C'est avec un grand soulagement que les agriculteurs de la vallée agricole de Ribeira da Cruz, sur l'île cap-verdienne de Santo Antão, ont accueilli le démarrage d'un parc photovoltaïque. Ce dernier permet de capter l'énergie solaire pour pomper l'eau qui sert ensuite à irriguer les parcelles. Ceci diminue les coûts de production et augmente les superficies irriguées.

La déforestation en Guinée Bissau, souligne Idrissa Yafa, représentante du MCDFGB, affecte particulièrement les populations locales qui voient leurs "maisons et récoltes détruites par des vents qui peuvent s'engouffrer suite à la dévastation de la forêt."

"Faire cesser l'abattage sauvage des arbres et en replanter, aider les populations affectées et créer un système de contrôle qui protège la forêt à l'avenir, avec le soutien international si nécessaire" sont les trois objectifs poursuivis par le Mouvement, précise Idrissa Yafa. ■

## PRATIQUE FORESTIÈRE

### Un arbre doit en cacher un autre

Préoccupé par la déforestation dont sa communauté est témoin, Tomas Ebo, né à Guicabo Bengo, dans le nord de l'Angola, a décidé de mettre en pratique une règle ancestrale, simple mais efficace : planter un arbre là où un autre a été abattu.

Environ 30 % du territoire angolais connaît un risque de désertification en raison des brûlis répétés, du déboisement et des pratiques agricoles. En outre, des milliers d'arbres sont abattus pour la fabrication du charbon. L'initiative de Tomas Ebo constitue un bon exemple de réussite des actions de sensibilisation de l'Institut de développement forestier dont l'objectif est de diminuer l'abattage massif des arbres du pays.

## RECHERCHE AGRICOLE

### RD Congo, pôle de référence

Situé à Kalambo, près de Bukavu (Province du Sud-Kivu) en RD Congo, le centre de l'Institut international d'agriculture tropicale en Afrique (IITA), qui couvrira 14 pays d'Afrique, a été inauguré le 5 juin. Doté de 4 unités de production et de transformation des produits agricoles, son laboratoire est le plus grand et le plus moderne d'Afrique centrale.

## SOLS

### Développer les connaissances des agriculteurs

L'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides a ouvert un centre d'analyse des sols au Zimbabwe pour développer les connaissances des agriculteurs en matière de fertilité des sols. Le centre offrira des conseils pour améliorer les sols, et expliquera notamment quand et comment choisir et épandre les engrais adaptés et abordables.

## CHANGEMENT CLIMATIQUE

### Maurice informe l'Afrique de l'Est

Maurice a mis en place à Port-Louis un centre sur le changement climatique pour toute l'Afrique de l'Est. C'est un guichet unique où toutes les informations, recueillies sur le plan local et international, sont mises à jour et disséminées gratuitement. Le but est de mieux faire connaître ce phénomène mondial, ses causes, ses risques et les mesures à prendre pour les atténuer et s'y adapter.

## INNOVATION

### Les sols à la loupe

Quatre étudiants de l'université du Rwanda ont mis au point un logiciel qui analyse la fertilité des sols. Il suffit de prendre une photo de la terre et le logiciel commence immédiatement le processus d'analyse. Ces jeunes, regroupés sous le nom d'Agristars, ont développé cette application durant l'Imagine Cup, un concours étudiant faisant partie de l'initiative Microsoft's Youth Spark.

## INNOVATION

### Igname révolutionnaire

Un agriculteur invente une méthode révolutionnaire pour cultiver l'igname.

Un nouveau système a considérablement dynamisé la production d'igname à Santo Antão. Outre des revenus accrus, il permet aux enfants de petits agriculteurs d'aller plus régulièrement à l'école sur cette île du Cabo Verde. Un jeune agriculteur de la petite localité de Tarrafal de Monte Trigo, sur l'île de Santo Antão, a conçu une nouvelle méthode d'irrigation pour la culture de l'igname. Il est ainsi devenu le principal producteur de ce tubercule très utilisé dans l'alimentation des habitants de l'île. Jusqu'à peu, l'igname n'était cultivée que dans le lit des rivières pour faciliter l'irrigation, mais ceci

exigeait beaucoup d'eau. Mais tout a changé lorsque le jeune Armando a tenté de planter de l'igname dans des parterres préalablement aménagés afin que l'eau utilisée pour l'irrigation puisse être réutilisée grâce à un système de communication entre les diverses unités de la plantation. Cette méthode a également raccourci le cycle de maturation de la plante, ce qui lui a permis de faire plusieurs récoltes tout au long de l'année.

Le système a eu tellement de succès qu'il a été adopté par d'autres petits agriculteurs de la localité qui ont commencé à investir dans ce type de culture. Aujourd'hui, plus de vingt familles de Tarrafal de Monte Trigo, un hameau d'environ 900 habitants, difficilement accessible dans l'arrière-pays de la commune de Porto Novo, font de la culture de l'igname leur principale source de revenus. Ces revenus ainsi en hausse pour plusieurs familles de Porto Novo mais aussi d'autres localités de l'île leur ont permis d'envoyer leurs enfants poursuivre leurs études sur l'île voisine de São Vicente. Certains d'entre eux fréquentent déjà l'enseignement universitaire. ■

## TOMATES

### Une nouvelle variété qui tient ses promesses

Une nouvelle variété de tomate offre une opportunité prometteuse aux agriculteurs des Îles Salomon qui cherchent à augmenter leurs rendements.

Le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage des Îles Salomon recommande aux agriculteurs une nouvelle variété de tomate, la MAL-SI/LE/01/14. Cette nouvelle tomate est le fruit de plusieurs années de travaux de recherche et de collaboration entre le ministère et le *World Vegetable Center* (AVRDC). "La lignée a été étudiée dans diverses conditions sur plusieurs saisons agricoles et a surpassé les variétés de tomates locales tant au niveau du rendement que du goût", explique Jimi Saelea, secrétaire permanent du ministère. Rose Sese, qui a participé aux premières étapes de l'évaluation, soutient le ministère dans son projet d'inciter plus

d'agriculteurs à adopter la nouvelle variété. "Avant d'être impliquée dans ce projet, j'avais planté une variété de tomate dans mon champ. C'est alors que l'AVRDC m'a convaincue, avec d'autres agriculteurs, de participer à une expérience pour déterminer la meilleure variété de tomate parmi les semences fournies", explique-t-elle. "J'ai choisi cette variété pour la texture résistante de sa peau, son goût sucré et son aptitude à pousser dans tous les types de sol et toutes les conditions." À Honiara, les gérants d'hôtels apprécient également la nouvelle variété dont la popularité augmente grâce à la forte demande du secteur touristique. Plus de 230 paquets de semences ont déjà été distribués à des agriculteurs intéressés. Selon l'AVRDC, dans les conditions locales, la nouvelle variété peut produire des fruits mûrs, d'un poids moyen de 190 grammes, en à peu près 56 jours à compter du repiquage. Sur base des essais menés en 2013, le rendement commercialisable moyen serait de 16 tonnes par hectare. ■

Les petits agriculteurs sont encouragés à adopter la nouvelle variété.



## EXPORTATIONS

### L'Allemagne annule l'interdiction du kava

Une des plus hautes juridictions allemandes a jugé que l'interdiction édictée par l'Allemagne sur les produits contenant du kava était illégale.

En juin 2014, le tribunal administratif fédéral allemand a mis fin à l'interdiction pesant sur les produits à base de kava. La racine de kava (*Piper methysticum*), une plante qui pousse dans le Pacifique, est utilisée pour produire une boisson aux propriétés sédatives et anesthésiantes. Le tribunal avait interdit en 2002 les produits à base de kava en raison des craintes des autorités sanitaires quant aux risques de dommages pour le foie. Revenant sur cette décision, le Tribunal conclut que les risques liés à l'utilisation du kava n'apparaissent pas exceptionnellement élevés.

Vincent Lebot, chercheur en poste au Vanuatu et expert scientifique lors du procès, raconte que cette victoire fait suite à une longue bataille qui a eu des conséquences

Josepho Malang Buleban du Vanuatu produit aujourd'hui davantage de kava.



importantes sur les exportations vers l'UE et les États-Unis. "Cette réaction démesurée a coûté des centaines de millions de dollars aux producteurs de kava du Pacifique Sud. Ils n'ont pas seulement perdu du jour au lendemain le marché allemand, mais aussi tout le marché européen, des pays comme la France et la Suisse ayant décidé d'interdire le kava sur base de la décision allemande", explique-t-il dans un entretien accordé à *Radio New Zealand*. "Et le marché américain, qui était en pleine expansion à ce moment-là, a été fortement affecté."

"Ce qui vient d'arriver en Allemagne est une victoire nette pour nous tous qui savons que lorsque le kava est correctement utilisé, en choisissant les bonnes variétés cultivées selon les bonnes méthodes et transformées correctement, il n'est pas un produit dangereux", ajoute M. Lebot. "Il est bu depuis des millénaires dans le Pacifique Sud et nous savons qu'il n'y a pas de signes de toxicité hépatique – rien de comparable avec l'alcool." Au micro de *Radio New Zealand*, Tagaloa Eddie Wilson, président de l'*International Kava Executive Council* (IKEC), - une organisation internationale qui vise à rétablir le commerce du kava entre les îles du Pacifique Sud et les pays de l'Union européenne - a annoncé un retour à la normale de la production dans les trois ans : "Il va falloir travailler maintenant avec nos producteurs pour relancer et rétablir la production. Il y a des réserves prêtes pour le moment, disponibles immédiatement, mais pas en quantités suffisantes pour satisfaire le marché."

Vincent Lebot reconnaît toutefois que le commerce du kava dans cette région est menacé par d'importants problèmes de qualité affectant le kava exporté. "Ce sont les mauvaises variétés et les mauvaises parties de la plante qui sont exportées", explique-t-il, et "c'est potentiellement dangereux dans la mesure où exporter du kava de mauvaise qualité vers l'UE pourrait conduire à de nouvelles interdictions". ■

## COMMERCE ÉQUITABLE

### Le cacao de la PNG certifié Fairtrade

Club 3000, un groupe de 629 producteurs de cacao dans la province de Madang en Papouasie-Nouvelle-Guinée, a obtenu la première certification Fairtrade pour le Pacifique. Il devrait procéder très prochainement à l'exportation des premiers conteneurs de cacao certifié vers l'Australie. Les agriculteurs envisagent de produire 120 tonnes de cacao certifié en 2014, ce qui devrait générer 24 000 \$US de primes.

## SORGHO

### À votre santé !

En Ouganda, la société Huntex Industries utilise du sorgho pour produire une boisson santé appelée Memera qui vient d'être agréée pour l'exportation. Plus de 500 producteurs de sorgho du district de Kabale vendent leur production à cette société. Suite à une formation sur l'apport de valeur ajoutée, les agriculteurs envisagent aussi de conditionner et vendre de la farine de sorgho.

## TOMATES

### Un pour tous, tous pour un

Les exportateurs de tomates kenyans ont créé une association professionnelle qui octroie des prêts pour aider les agriculteurs à étendre leurs activités. Les exportateurs peuvent utiliser leurs économies ou s'en servir comme garantie, et le taux de remboursement est à ce jour de 99,4 %. Quelque 6 000 exportateurs de tomates ont rejoint l'association ; les trois quarts de leur production sont vendus sur les marchés européens.

## FINANCEMENT

### La production de mangue dynamisée par les prêts

Avec la baisse des taux d'intérêt, environ 5 900 producteurs de mangues ont contracté des emprunts ces deux dernières années. "J'ai obtenu trois prêts d'Equity Bank", assure Kimani Njogu, qui possède une exploitation de mangues de 2,5 hectares. "Ces fonds m'ont permis d'acheter des plants de manguiers à des fournisseurs. J'avais deux ans pour rembourser les prêts à un taux de 10 %, et j'ai remboursé intégralement les trois." Selon l'association des exportateurs kenyans, *Fresh Produce Exporters Association of Kenya* (FPEAK), le Kenya exporte actuellement plus de 12 798 tonnes de mangues par an et le secteur connaît une croissance annuelle de 16 %.

Ces six pages ont été réalisées avec la contribution de : **N. Ackbarally** (Maurice), **M. Andriatiana** (Madagascar), **B. Bafana** (Zimbabwe), **K.**

**Bascombe** (Trinité-et-Tobago), **B. H. Carreon** (Palau), **I. Esipisu** (Kenya), **O. Issa** (Niger), **J. Karuga** (Kenya), **J. C. Kijana** (RD Congo), **M. L. Marna** (Guinée-Bissau), **N. Mendes** (Angola), **E. Ntungwe** (Cameroun), **C. Njeru** (Kenya), **A. C. Santos** (Cabo Verde), **A. Silva** (Mozambique)



Adimaimalaga Tafuna'i, cofondatrice et directrice générale de WIBDI.

ADIMAIMALAGA TAFUNA'I

## Des applications mobiles inventives

La complexité des TIC et leur coût peuvent constituer un obstacle pour les petits exploitants agricoles. Women in Business Development Inc. (WIBDI) aux Samoa développe des applications mobiles pour aider les vulgarisateurs, les agriculteurs et les marchés.

### *Pourquoi l'utilisation des TIC en agriculture est-elle particulièrement intéressante pour la région Pacifique ?*

Pour de nombreux pays du Pacifique, les TIC offrent des bénéfices en termes économique et d'efficacité, car nos populations, quoi que peu nombreuses, peuvent être très dispersées sur une multitude d'îles. L'utilisation des TIC peut nous permettre d'accroître la communication avec les agriculteurs et de leur donner accès à des informations sur les marchés et des services de vulgarisation. Ils contribuent également à amplifier la voix des agriculteurs, ces derniers pouvant utiliser les TIC pour échanger et soulever les questions qui les intéressent.

### *L'utilisation des TIC pour l'agriculture évolue rapidement, mais nombre de ces technologies peuvent s'avérer complexes et leur coût prohibitif pour les petits exploitants agricoles. Comment surmonter ces difficultés ?*

À WIBDI, nous sommes en train de créer une série d'applications appelées "m-Link" pour faciliter notre projet "De la ferme à la table", qui vise à satisfaire 80 % de l'approvisionnement alimentaire des hôtels et restaurants des Samoa avec la production locale. Ce type d'applications, qui ciblent les petits exploitants agricoles, doit prendre en considération les besoins sociaux, économiques et culturels qui leur sont propres. Il s'agit en fait de très bien connaître les communautés et de comprendre leurs perspectives. Cela veut surtout dire qu'il faut que l'application soit aussi simple que possible et, dans une large mesure, accessible hors ligne afin de réduire les coûts et d'en favoriser l'adoption. Nous

avons aussi essayé d'intégrer des réseaux mobiles mais avec un succès encore mitigé, bien qu'un réseau ait offert des réductions et continue de discuter avec nous.

### *Comment le développement des applications de WIBDI va-t-il contribuer à fournir des informations et à relier les agriculteurs aux nouveaux marchés ?*

Quatre applications sont prévues, dont l'une est déjà au point. La première application est mExtension ; elle a été créée avec nos vulgarisateurs pour répondre à leurs besoins. Elle offre des conseils de vulgarisation sur les cultures, les ravageurs et les maladies et la certification biologique et propose les profils de tous nos agriculteurs. La deuxième est mFarm. Conçue pour les agriculteurs, elle offrira des conseils de vulgarisation fondés sur les questions qu'ils posent souvent, comme la conformité des produits biologiques, le calendrier de plantation et de récolte ainsi que des notions élémentaires de comptabilité, y compris les reçus électroniques destinés à ceux qui participent à nos programmes d'appui aux moyens de subsistance. Cette application sera la prochaine à être développée en collaboration avec nos 600 agriculteurs biologiques et vulgarisateurs.

La troisième application, mKitchen, est destinée aux hôteliers et restaurateurs. Elle comprendra une fonction de commande, des informations nutritionnelles et saisonnières et des recettes créées par le chef Robert Oliver, qui est le consultant culinaire de notre programme "De la ferme à la table". La dernière application, mTable, est axée sur les consommateurs et présentera les restaurants et hôtels où ils

peuvent manger des produits biologiques "De la ferme à la table".

Un fois les applications développées, nous espérons obtenir un meilleur respect des normes biologiques chez nos agriculteurs, un renforcement de la communication entre vulgarisateurs, agriculteurs et restaurateurs, une amélioration et une augmentation des produits fournis en temps utile, un perfectionnement des connaissances commerciales de nos agriculteurs et une augmentation des commandes de nos clients. Nous nous attendons aussi à une optimisation du temps et du carburant, puisque nos agriculteurs pourront planifier leurs horaires de travail avec des informations plus à jour. À terme, nous espérons que les producteurs gagneront davantage.

### *Quels conseils ou enseignements importants communiqueriez-vous à d'autres personnes envisageant la création d'applications utilisant les TIC ?*

Simplifier et rester maître à bord – parce que vous connaissez mieux vos agriculteurs, vos vulgarisateurs et vos marchés que les experts techniques. À bien des égards, il ne s'agit pas de technologie mais de personnes. ■

*Remarque: Soutenue par le programme d'assistance aux médias du Pacifique et le CTA, WIBDI a lancé m-Link à l'occasion de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement en septembre 2014 aux Samoa.*

Susanna Thorp

Le financement des chaînes de valeur agricoles constitue un défi majeur dans les pays ACP. Pour favoriser l'accès des petits exploitants au crédit et limiter les risques financiers, le CTA a co-organisé en juillet 2014 à Nairobi une conférence internationale (Fin4Ag) avec plus de 750 participants. La réinvention du modèle commercial et réglementaire actuel est en marche.

## AGROFINANCE

# Comblent l'écart entre agriculteurs et financiers



© Reuters/T. Mukoya

17 | POINT DE VUE  
Esther Muiruri : des financements  
accessibles à tous

18 | REPORTAGE AU KENYA  
Des affaires aux  
petits oignons



© IFDC

**D**ans tous les pays ACP, les exploitants agricoles de petite et moyenne importance, incapables de fournir les garanties généralement exigées, n'arrivent pas souvent à obtenir les financements bancaires dont ils ont besoin. Leur situation, déjà considérée comme très risquée, sujette à une mauvaise gestion financière et ne générant que des rendements financiers modestes, est aggravée par le coût élevé de l'élargissement des services bancaires traditionnels aux zones rurales, qui décourage de nombreux prêteurs.

Selon Akinwumi Adesina, le ministre nigérian de l'Agriculture et du Développement rural, l'Afrique devrait être un exportateur net de produits agricoles. Dans le discours liminaire qu'il a prononcé à la récente conférence du CTA "Révolutionner le financement des chaînes de valeur agricoles" (Fin4Ag), M. Adesina a indiqué qu'en fait, les pays africains dépensent à l'heure actuelle environ 26,2 milliards d'euros par an pour leurs importations alimentaires. Devant plus de 750 participants à l'événement, le ministre a souligné les insuffisances de l'irrigation, le manque d'infrastructures, la faible valeur ajoutée du secteur, l'ampleur des pertes après récoltes et, surtout, le manque d'accès au crédit.

Au Kenya, en Ouganda et au Rwanda, moins de 10 % de la population dispose d'un accès formel au crédit et moins de 4 % possède un compte bancaire. Michael Hailu, directeur du CTA, souligne que trop de banques continuent à opérer de manière traditionnelle et dépassée, ce qui limite les profits des agriculteurs et éloigne les jeunes du secteur agricole. En moyenne, la plupart des gouvernements des pays en développement n'alloue que 5 % des ressources nationales à l'agriculture.

Ce sont les agriculteurs qui sont eux-mêmes responsables de 90 % des investissements dans l'agriculture africaine. "C'est inacceptable", déclare Lamou Rutten, chef du programme Politiques, marchés et

TIC au CTA. "Les agriculteurs sont prêts à se considérer comme des entrepreneurs plutôt que simplement comme les producteurs d'une agriculture de subsistance, mais il faut que les investissements augmentent pour que leur activité soit plus rentable et aussi que les banques et les institutions financières envisagent l'agriculture comme une entreprise qui vaut la peine d'être soutenue." Theo de Jager, président de la Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe, exprimant le même avis, a demandé pourquoi les agriculteurs devraient supporter seuls la charge du financement de l'agriculture et ne pas réaliser des bénéfices comme n'importe quelle autre entreprise.

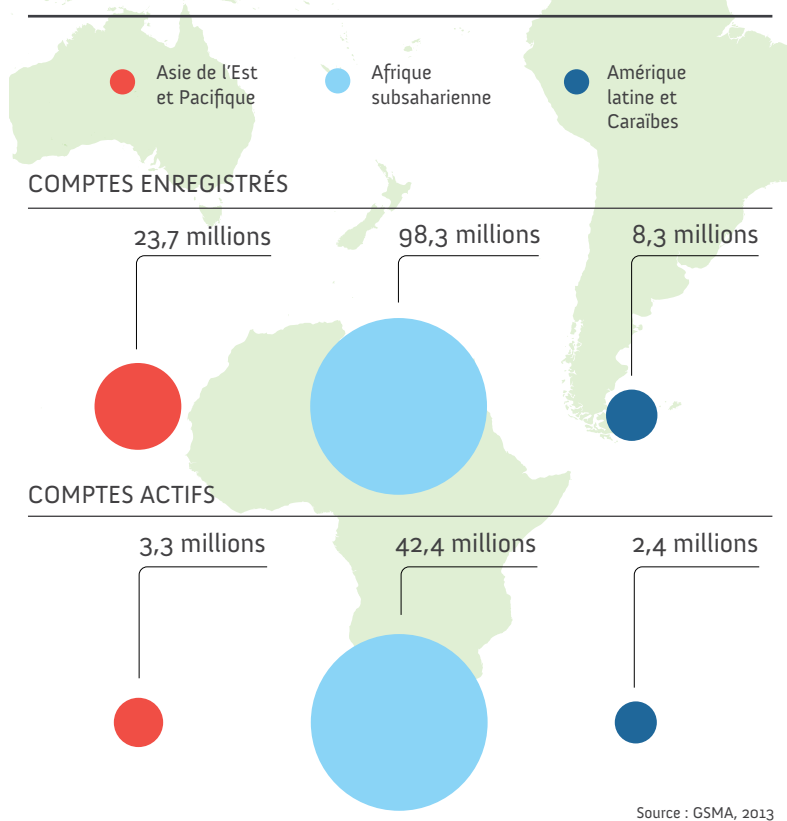
### Comprendre les besoins des agriculteurs

Améliorer la communication est un élément crucial de cet effort. Les financiers doivent se rendre compte des contraintes auxquelles font face les agriculteurs et ceux-ci doivent mieux comprendre les produits agrofinanciers accessibles aux agriculteurs. C'est un point qui a plusieurs fois été mis en évidence au cours de la conférence. Dans le cas d'Equity Bank (voir Point de vue), l'approche holistique associant les prêts à des services contribue à protéger le portefeuille de la banque tout en aidant ses clients à accéder au crédit et à renforcer leur capacité de remboursement.

Il existe des formations permettant aux agriculteurs de mieux comprendre les produits et outils financiers proposés. Par exemple, le programme One Acre Fund offre une palette complète de services (semences, engrais, crédit, formation, gestion après récolte) et un appui commercial, ce qui permet aux agriculteurs de dégager des excédents et d'obtenir des bénéfices de l'ordre de 187 euros par an. Les taux de remboursement s'élèvent à 98 %. One Acre, qui travaille actuellement avec 180 000 agriculteurs, vise à en aider 500 000 d'ici 2016.

De petits agriculteurs nigériens échangent leurs bons contre de l'engrais.

## NOMBRE DE COMPTES CLIENTS ENREGISTRÉS ET ACTIFS PAR RÉGION



La compréhension des besoins de la clientèle sous-tend l'approche choisie par MicroEnsure qui, aujourd'hui, protège environ 60 000 agriculteurs d'Afrique de l'Est et australe par le biais d'une assurance-récolte. Dans les Caraïbes, environ 1 000 agriculteurs ont, en outre, souscrit une assurance indicielle contre les ouragans. L'objectif de MicroEnsure est d'offrir une protection fiable avec des produits simples, innovants et bon marché, voire gratuits. Toutefois, selon Agrotosh Mookerjee de MicroEnsure, il faudrait, pour rendre l'assurance plus accessible aux agriculteurs, que davantage de compagnies changent leur mode opératoire et acceptent de réduire leurs marges bénéficiaires.

### L'évolution des TIC

Les téléphones portables, ainsi que d'autres TIC, révolutionnent la manière dont les produits agrofinanciers et les prestations d'assurance sont fournis, comme l'ont démontré plusieurs séances de la conférence Fin4Ag, dont la journée "Plug and Play". Depuis 2009, la messagerie électronique Zoono a traité près d'un million de bons d'échange électroniques pour faciliter des paiements globaux à des fins spécifiques. Au Malawi, les bons d'échange électroniques transmis par SMS ou cartes à gratter permettent à 60 000 agriculteurs, participant à un programme d'intrants agricoles subventionnés, d'acheter des semences hybrides auprès des fournisseurs locaux.

Au Ghana, le projet Rice Mobile Finance soutenu par Visa est une plateforme mobile de paiement dont l'objectif est de soutenir la chaîne de valeur du riz, d'augmenter la transparence, de réduire les ventes parallèles, de faciliter les transferts de fonds et de permettre à des milliers d'agriculteurs d'accéder à des produits financiers. Au Nigeria, le système de porte-monnaie électronique a ▶

## L'approche à trois volets de Haïti



Une approche concluante de la microfinance, appelée Système de financement et d'assurance agricole en Haïti (Syfaah), va bientôt être élargie à l'Amérique latine et à l'Afrique. Financé par le gouvernement du Canada, où un système semblable a contribué à transformer le secteur agricole du Québec il y a 50 ans, le Syfaah associe trois éléments dont Sylvain Dufour, conseiller en matière de crédit pour Développement International Desjardins (DID), estime qu'ils sont déterminants pour sa réussite. Les petits exploitants agricoles peuvent améliorer leurs rendements et gérer leurs risques grâce aux effets conjugués de petits prêts, de produits d'assurance contre les intempéries et d'une assistance technique, ces trois éléments étant adaptés aux besoins des agriculteurs. En mars 2014, le Syfaah travaillait avec 6 300 producteurs haïtiens en fournissant 6 millions d'euros de crédit. D'ici 2018, il vise à étendre le système à l'ensemble du pays. "Le fait d'employer des agroéconomistes en tant qu'agents de crédit garantit que les bailleurs de fonds ne font pas les mêmes erreurs que par le passé – en insistant par exemple pour que les agriculteurs fassent des remboursements mensuels plutôt que de prévoir des remboursements qui coïncident avec la vente de leurs produits", dit M. Dufour. "Ils comprennent les producteurs et sont capables d'adapter le produit à leurs besoins."

# DOSSIER

► permis de diminuer la corruption dans les programmes d'approvisionnement en engrais.

La première chambre de compensation numérique jamaïcaine, qui met en relation petits agriculteurs et acheteurs, a récemment été créée. Les agriculteurs passent par Agrocentral pour envoyer des SMS prévenant les acheteurs quand ils ont des récoltes à vendre, grâce à un site web centralisé. De la même manière, les acheteurs peuvent afficher des demandes d'achat pour certaines cultures, qui sont transmises aux agriculteurs par SMS. Cela élimine les intermédiaires et augmente les marges.

## Dispositions législatives et politiques habilitantes

Pour autant, même si les TIC révolutionnent vraiment l'agrofinance, ce n'est pas non plus la panacée. Un système de crédit communautaire sur inventaire, simple mais efficace, rassemble à Madagascar plus de 80 000 agriculteurs qui stockent leurs récoltes – essentiellement du riz paddy mais aussi du clou de girofle et du café – chez eux, dans les enclos familiaux. Le système a été adopté sans réserve par deux grandes institutions de microfinance, ce qui a permis d'atteindre des taux de remboursement de près de 100 % et de stabiliser les prix de manière saisonnière.

Cette expérience réussie a été mise en exergue dans un rapport transnational commandé par le CTA, l'AFD et

## Changement de cap dans le Pacifique

Au lieu de se concentrer sur les filiales de multinationales, la banque ANZ a récemment commencé à proposer des solutions plus structurées en élargissant le préfinancement d'exportations aux entreprises publiques de café et de cacao de Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) qui ont fait leurs preuves. En 2014, l'ANZ a également élargi le préfinancement d'exportations aux Îles Salomon, à une petite entreprise de négoce de cacao basée en Asie, aux planteurs de café du Timor et aux producteurs de sucre de Fidji, où toute la production du pays est exportée par la Fiji Sugar Corporation. "La banque considère que le financement en fonction des ordres de vente qui ont été passés est un risque acceptable", dit Gareth Coleman, de l'ANZ en PNG. "Nous permettons aussi aux négociants d'emprunter en dollars US à un taux d'intérêt inférieur à celui qu'ils obtiendraient dans la monnaie locale."

# ARGENT MOBILE



2,5 milliards d'habitants

des pays à revenu intermédiaire ne sont pas bancarisés

Plus de 1 milliard

de personnes non bancarisées ont accès à la téléphonie mobile

219 services dans 84 pays

le paiement mobile est désormais accessible dans la plupart des pays émergents et en développement

9 pays africains

disposent de plus de comptes d'argent mobile que de comptes bancaires

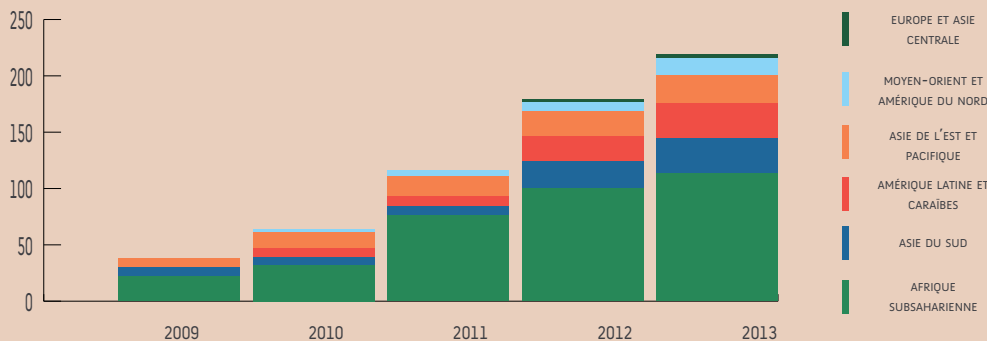
36 %

des utilisateurs de services d'argent mobile sont des femmes

123 services mobiles d'assurance

de crédit et d'épargne, dont 27 lancés en 2013

NOMBRE DE SERVICES D'ARGENT MOBILE « EN DIRECT » POUR LES PERSONNES NON BANCARISÉES, PAR RÉGION



Source : GSMA, 2013



le FIDA. Ce rapport examine les enseignements tirés des systèmes de stockage communautaires et passe en revue les dispositions législatives qui favorisent ou genent le financement sur stock (voir le hors série de *Spore* sur le commerce structuré). L'Ouganda, par exemple, a mis en place, entre 2006 et 2007, des dispositions spécifiques pour encourager les systèmes de stockage publics et pourrait constituer un modèle pour d'autres pays. En pratique toutefois, cela dépend d'un environnement favorable et même s'il existe une réelle volonté politique de créer une législation porteuse, comme c'était le cas en Côte d'Ivoire, la mise en place de dispositions applicables peut prendre beaucoup de temps.

Daniel Gad, propriétaire et directeur général d'Omega Farms, un important producteur de légumes en Éthiopie, a souligné que des dispositions législatives et des politiques habilitantes étaient essentielles pour soutenir l'agrofinance. Il a fait remarquer que la plupart des politiques témoignait d'un manque d'engagement véritable et étaient sujettes à modifications. "La valeur en capital des agriculteurs est énorme", a-t-il dit, estimant l'opportunité commerciale à environ 210 milliards d'euros. "Alors pourquoi les gouvernements et les banques ont-ils tant de mal à prendre des risques ?" (voir l'encadré de la p.16, *Changement de cap dans le Pacifique*).

Au Brésil, le soutien du gouvernement à l'agrofinance a permis la mise en place d'un système de reconnaissance de dette - Cedula de Produto Rural (CPR) – émise sur la base des futures ventes de récoltes ou de bétail. Ce système s'est révélé extrêmement efficace pour les agriculteurs commerciaux possédant des exploitations de taille moyenne. Ces dernières années ont vu l'apparition de CPR électroniques qui ont permis la mise en place de nombreuses autres formes d'agrofinance. Par exemple, les CPR peuvent être mis aux enchères par le biais d'un réseau électronique ou d'une bourse de marchandises, ou rassemblés pour être vendus à des fonds de pension.

En 2013, plus de 600 000 CPR ont été légalement enregistrés au Brésil, ce qui s'est traduit pour les agriculteurs par un afflux de milliards de dollars US. La production agricole du Brésil ayant plus que doublé entre 1991 et 2004, la Banque mondiale s'est mise à considérer les CPR comme l'une des meilleures manières de faire progresser l'agrofinance. Selon L. Rutten, les CPR ne peuvent toutefois être utilisés que si l'environnement est favorable, soit au niveau national, soit, si cela est trop difficile à réaliser, dans le cadre de certains secteurs remplissant des conditions particulières, avec un agrément gouvernemental pour certaines associations et la mise en place de systèmes électroniques d'enregistrement centralisé des collatéraux pour les prêteurs et de systèmes d'arbitrage. Néanmoins, le système est intéressant pour les agriculteurs aussi bien que pour les investisseurs et incite les exploitants agricoles à s'orienter vers une activité plus commerciale. ■

*Pour plus d'informations et de détails sur les innovations présentées à l'occasion de la conférence, rendez-vous sur le site web de la conférence Fin4Ag : [www.fin4ag.org](http://www.fin4ag.org)*

Susanna Thorp

## Point de vue

Esther Muiruri est directrice générale de l'agro-industrie à Equity Bank, au Kenya. Equity Bank entend transformer la vie des populations, en proposant des services financiers modernes et accessibles à tous.



### Des financements accessibles à tous

**Equity Bank a eu d'excellents résultats dans le financement agricole en appui aux petits exploitants. Pourquoi n'y a-t-il pas davantage de banques sur ce créneau ?**

Le financement de l'agriculture comporte des difficultés et des risques. Mais au lieu de craindre les risques, nous devons envisager les opportunités, nous efforcer d'atténuer les risques et étudier les interventions susceptibles d'aider les petits exploitants agricoles. Le fait que certaines organisations ne travaillent pas de cette manière est lié à leur perception des risques.

**Comment les banquiers peuvent-ils mieux comprendre les agriculteurs pour offrir un financement efficace ?**

Les banques doivent établir avec les agriculteurs une relation qui leur permet de les comprendre, et ceux-ci doivent aussi apprendre à connaître les banques. Vous avez alors une situation gagnant-gagnant qui permet de trouver des solutions acceptables pour les deux parties. En outre, nous devrions intégrer d'autres partenaires intervenant auprès des agriculteurs, qui peuvent travailler ensemble et soutenir à la fois les agriculteurs et les financiers. Le travail en partenariat est en lui-même une mesure d'atténuation des risques. Nous formons aussi nos financiers en gestion des relations avec la clientèle afin qu'ils ne se rendent pas sur les exploitations simplement pour parler finances mais qu'ils puissent aussi offrir certains services de vulgarisation. Les agriculteurs constatent alors que nous sommes sur la même longueur d'ondes et comprenons leur situation.

**Quel conseil donneriez-vous à d'autres banques développant des outils financiers ?**

Il faut que tout nouvel outil soit bien compris par les agriculteurs. Vous pouvez développer un très bon produit d'assurance, mais si les agriculteurs ne comprennent pas le concept de l'assurance, ils auront du mal à adopter le produit. Chaque outil doit donc être accompagné par une communication réellement efficace. Notre approche a toujours consisté à démarrer avec une formation pour expliquer, informer et sensibiliser les agriculteurs de manière à ce que lorsqu'ils adoptent un produit, ils sachent à quoi s'attendre et qu'il n'y ait pas de surprises.

Susanna Thorp



# Des affaires aux petits oignons

En se rassemblant pour former "des villages commerciaux", les agriculteurs de Nyeri, au Kenya, sont parvenus non seulement à accéder aux marchés mais aussi à obtenir des crédits abordables, parmi d'autres services.

**D**epuis 2008-2009, les agriculteurs de la région de Kieni-Ouest, dans le centre du Kenya, reçoivent l'appui de Farm Concern International (FCI) pour développer la chaîne de valeur de l'oignon en utilisant de nouvelles variétés hybrides et des intrants tels qu'engrais et pesticides. Les agriculteurs sont regroupés en villages commerciaux (VC), qui sont des petits groupes d'environ 20 à 30 ménages, pour former de plus grands groupes dépassant 300 foyers. En achetant et vendant en gros, les groupes augmentent leur pouvoir de négociation avec les commerçants afin d'obtenir de meilleurs prix pour leurs oignons et d'acheter des intrants, des kits d'irrigation et des semences de qualité à prix réduit.

Comme c'est le cas pour de nombreux petits agriculteurs de toute la région, le fait qu'ils n'aient ni garanties ni

dossiers de crédit restreint considérablement les possibilités d'amélioration des investissements et de la productivité des agriculteurs. Rassemblés en VC, ils peuvent toutefois se co-garantir les uns les autres et obtenir des crédits auprès de Taifa SACCO, un organisme d'épargne et de crédit.

Avant l'intervention de FCI et de Taifa SACCO, les producteurs d'oignons cultivaient traditionnellement des variétés à pollinisation libre (VPL) et à faible rendement et des cultures de base telles que le maïs et les haricots. Le prix des oignons à la ferme était faible, de seulement 8 à 12 shillings kenyans (Ksh) (0,06-0,12 €) par kilo. Pour favoriser l'accès des agriculteurs aux marchés importants du centre du Kenya, FCI a introduit des semences hybrides supérieures et a développé les mises en relation avec des entreprises de semences et de produits chimiques, ainsi

Taifa SACCO dispense des formations en culture financière, en entrepreneuriat et en tenue des comptes.



© Taifa SACCO/M. Kaimau

qu'avec des acheteurs, ce qui leur a permis de devenir plus compétitifs.

Toutefois, bien que Taifa SACCO ait proposé des prêts pour l'achat d'intrants et que les membres des VC aient fourni leur co-garantie, certains agriculteurs ont été incapables de rembourser les intérêts. "Les agriculteurs pauvres ont obtenu des prêts ailleurs ou vendu des articles ménagers pour payer les intérêts mensuels", affirme Mugo Kamau, directeur adjoint de la commercialisation de Taifa SACCO, qui a ajouté que la charge des agriculteurs avait encore été alourdie par la nécessité de trouver de l'argent pour payer la main-d'œuvre agricole.

### Une approche louable

Pour surmonter le problème des remboursements mensuels, Taifa SACCO a créé un programme adapté de prêt appelé Small micro-entreprise credit (SMEC, Petits crédits aux micro-entreprises), qui permet aux agriculteurs de rembourser leur prêt une fois qu'ils ont vendu leurs oignons. Selon M. Kamau, ces prêts ont été particulièrement utiles pour aider les jeunes agriculteurs désireux de se lancer dans la culture d'oignons mais qui ne disposaient pas du capital de démarrage nécessaire pour les intrants et la main-d'œuvre.

Taifa SACCO a également dispensé des formations en gestion financière, en création d'entreprise et en tenue de dossiers. Jusqu'à présent, Taifa SACCO a investi plus de 200 millions de shillings kenyans (1,7 million d'euros) pour soutenir les membres des VC cultivant l'oignon. Au fur et à mesure de l'avancement du programme, de plus en plus d'agriculteurs ont surmonté leurs réticences financières en matière d'emprunt. "L'augmentation des revenus fait que davantage de gens peuvent avoir accès à des crédits bancaires", déclare M. Kamau.

Par exemple, le SMEC a aidé Daniel Gakuu, 46 ans, à agrandir son exploitation d'oignons de 1,6 ha en louant depuis 2009 1,3 ha supplémentaire. Il a d'abord emprunté 200 000 Ksh (1 700 €), remboursables après six mois à un taux d'intérêt de 8 %, pour acheter des intrants et embaucher de la main-d'œuvre locale. Au moment de la récolte de ses oignons, toutefois, les recettes obtenues par D. Gakuu, soit 250 000 Ksh (2 125 €) pour 0,4 ha, lui ont

suffi pour rembourser son emprunt avant l'échéance des six mois. "Il y a de l'argent à gagner dans la culture des oignons", s'enthousiasme D. Gakuu.

### Des entreprises en pleine expansion

Cette aide financière a aussi aidé Grace Wanjiku Kingori à agrandir considérablement son exploitation d'oignons, de 0,05 ha à 0,8 ha. Auparavant, avec trois saisons de culture de VPL, Grace Wanjiku récoltait environ 900 kg d'oignons. En 2010, après avoir obtenu un SMEC de 10 000 Ksh (85 €), elle a acheté des semences hybrides et des engrais pour sa petite parcelle. Quatre ans plus tard, avec les bénéfices réalisés, elle a pu agrandir son exploitation et augmenter sa production pour récolter 6 000 kg à la pleine saison de récolte, entre octobre et janvier.

Après leur emprunt initial, D. Gakuu et G. Wanjiku n'ont pas eu besoin d'obtenir de crédits supplémentaires car leur activité plus rentable de culture d'oignons leur a procuré assez de revenus pour devenir autosuffisants. Toutefois, pour éviter que d'autres nouveaux agriculteurs à faible revenu du VC de Grace Wanjiku ne deviennent tributaires des emprunts, les membres des VC ont établi une règle qui exige que les agriculteurs remboursent d'abord leurs emprunts et leurs intérêts et privilégient l'utilisation des revenus excédentaires pour l'achat d'intrants pour l'année suivante avant de dépenser le reste de l'argent gagné. "C'est une règle qui vise à favoriser l'autonomie", dit Grace Wanjiku.

En investissant dans des pompes et des kits d'irrigation, les agriculteurs comme D. Gakuu sont capables de réaliser régulièrement trois saisons de récolte par an. "La culture de l'oignon est devenue commerciale dans la région de Kieni-Ouest et ses retombées touchent plus de 10 000 personnes ici", dit M. Muchiri. L'amélioration du groupage et de la commercialisation a aussi augmenté les prix à l'achat. "Ces derniers temps, nous n'avons pas vendu un kilo d'oignons à moins de 25 Ksh, alors que nous étions en situation de surproduction", témoigne Grace Wanjiku. Selon M. Muchiri, lorsque la demande est forte, un kilo d'oignons se vend localement à 60 Ksh (0,5 €). ■

James Karuga

À gauche : un prêt a permis à Daniel Gakuu de développer ses cultures d'oignons.  
À droite : lorsque la demande est importante, 1 kg d'oignons se vend ici 60 Ksh (0,5 €).



# De la pépinière à la tasse



© COOPAFERLOS Fouban

La filière café au Cameroun a du mal à décoller à l'export. Mais des acteurs, qui croient en son avenir, n'hésitent pas à intégrer la chaîne de valeur, jusqu'à la tasse du consommateur.

Les exportations de café du Cameroun ne parviennent pas à décoller malgré toutes les politiques et projets mis en œuvre. De juin 2013 à mai 2014, elles ont même chuté à 17 340 tonnes contre 26 664 tonnes un an auparavant et 156 000 tonnes en 1990 ! Toutefois, une dynamique certaine anime la filière nationale avec des acteurs – petits et grands – qui croient encore à son avenir, envers et contre tout.

Ainsi, tout en amont de la chaîne, dans les champs, la mécanisation commence timidement à faire son entrée. “Depuis 2012, nous soutenons la mécanisation car cela nous permet d'étendre facilement nos superficies et allège la main-d'œuvre. Un motoculteur nous a été offert par le ministère de l'Agriculture et

nous permet de labourer 3 hectares en une journée alors que, manuellement, nous faisons un hectare en deux ou trois semaines. Ceci permet non seulement d'étendre les superficies mais aussi d'accroître les rendements”, explique Rebecca Kamgue, présidente de la Coopérative agropastorale des femmes rurales du Littoral, Ouest et Sud-ouest (Coopafelos). “La mécanisation permet aussi de ne plus avoir à payer les “piapias”, une main-d'œuvre au coût très élevé. Manuellement, défricher un hectare coûte 40 000 francs CFA alors qu'avec 30 000 francs de carburant, vous pouvez défricher 2 hectares.”

Pour Patricia Ndam Njoya, à la tête d'une des plus grandes plantations privées du Cameroun, à Fouban, l'heure est aussi à la mécanisation. Ses deux motoculteurs, achetés récemment en France, non seulement réduisent le coût de la main-d'œuvre salariée mais permettent d'éviter à la famille le dur travail de désherbage. Un travail manuel qui – l'expérience le montre – donne du travail mais n'améliore guère, *in fine*, les conditions de vie. “Lorsqu'on travaille avec la houe et la machette, les cabanes qui existaient il y a trois générations sont toujours les mêmes. Notre effort personnel permet à peine de vivre pendant un an alors que, si on avait des machines, notre production serait plus importante. Les femmes, notamment,

Le café de Fouban est torréfié à la Maison du Café à Yaoundé.

pourraient quitter la plantation et se retrouver à d'autres niveaux de la chaîne de valeur.”

Retrouver les femmes ailleurs dans la filière café, à des postes moins pénibles, mieux rémunérés, plus gratifiants, notamment pour les jeunes ? Et pourquoi pas *barista* (un sommelier du café) ? C'est un des paris de Patricia Ndam Njoya avec l'ouverture en mai dernier de “La Maison du Café”, en plein centre de Yaoundé. Un café à la mode où une barista, sa fille, a été formée par une professionnelle, dégustatrice certifiée – un “Q Coffee Grader” –, la Kenyane Mbula Kaluki Musau.

Une Maison du Café qui a pour slogan “De la pépinière à la tasse” car le café servi provient de la plantation de Fouban. Il est torréfié sur place, à la Maison du Café, et consommé notamment par les jeunes Camerounais qui commencent à apprécier le bon café.

## Dosettes et Nescafé au goût local

Autre renforcement, en aval, de la chaîne de valeur du café au Cameroun, la décision annoncée en mai par Nestlé de ne plus importer de Côte d'Ivoire du Nescafé commercialisé ensuite au Cameroun et dans le reste de la Communauté économique et monétaire des États d'Afrique centrale (CEMAC). Dorénavant, ce sera du café vert camerounais qui sera expédié en Côte d'Ivoire pour être semi-transformé et reviendra ensuite au Cameroun, en exonération de droits de douane, pour être transformé en produit fini et commercialisé sur les marchés national et régional. Un café qui devrait ainsi mieux concurrencer le Nescafé entré frauduleusement du Nigeria qui, lui-même, importe en franchise de droits son Nescafé de Côte d'Ivoire, les deux pays étant membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Enfin, qui dit café dit aujourd'hui dosette. Et le Cameroun n'est pas en reste. La société locale Cafés Pierre André, implantée également au Gabon, s'est lancée sur ce segment en 2012. Les capsules vides sont importées d'Italie et remplies avec leurs propres cafés à leur usine de Yaoundé grâce à une machine mise au point par Pierre André lui-même. Seuls les meilleures qualités de café sont utilisées pour les dosettes et ce, avec succès... ■

Bénédicte Châtel

# L'environnement et le genre au Sud



## Genre et savoirs

Pratiques et innovations rurales au Sud  
Par H. Guéat-Bernard et M. Saussey  
Éditions IRD, 2014, 291 p.  
ISBN 978-2-7099-1834-3  
42 €  
IRD, Diffusion  
32, avenue Henri-Varagnat  
93 143 Bondy Cedex  
diffusion@ird.fr  
<http://www.editions.ird.fr>

■ Les rapports qu'entretiennent les hommes et les femmes à la nature sont différents. Alors que le rôle des femmes dans l'agriculture, tant au niveau de la production que de la productivité, est essentiel, peu de politiques et programmes agricoles les prennent en compte. En Afrique, elles représentent 70 à 75 % de la main-d'œuvre agricole, réalisent près de 90 % des travaux de transformation des matières premières alimentaires et de collecte de l'eau et du bois, 90 % des travaux de sarclage... Mais moins de 10 % des crédits accordés aux petits agriculteurs leurs sont alloués.

Aux cours des quarante dernières années, la perception des femmes face à leur environnement a évolué : de "prédatrices" dans les années 70, elles vont devenir des "victimes" de la dégradation de l'environnement tout en jouant un premier rôle dans la défense de leur environnement (le mouvement Chipko en Inde ou le mouvement Ceinture verte au Kenya). Puis, dans les années 90, les savoirs des femmes du Sud sont reconnus comme "garants du renouvellement des ressources environnementales et de la biodiversité, mais aussi comme étant en soi un capital culturel spécifique à protéger et reconnaître".

L'ouvrage, composé de contributions de chercheurs tant du Sud que du Nord, aborde la question du genre et de l'environnement à travers trois grandes parties : la construction sociale des ressources, la mobilisation des femmes dans les organisations paysannes et la question de la préservation et de l'utilisation des plantes sauvages cultivées à travers le monde.

## Plaidoyer des petits producteurs



### Petits producteurs et marchés. La recherche au service des organisations paysannes

Sous la direction de F. Proctor et G. Ton  
AGRINATURA, CTA, LEI  
Wageningen UR, 2014, 144 p.  
ISBN : 978-94-6173-968-1  
CTA n°. 1780  
10 unités de crédit  
Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/laax64n>

Le programme ESFIM (Empowering Smallholder Farmer's access In Market) ambitionne de renforcer les capacités des petits producteurs pour accéder aux marchés agricoles, mieux valoriser leur production et générer des revenus additionnels. Le programme se base sur une collaboration entre les organisations paysannes nationales (OPN) et les chercheurs en essayant de créer une interface qui permette aux OPN d'identifier leurs priorités et d'améliorer leurs méthodes de plaidoyer. Ce document synthétise les différentes initiatives et leurs résultats dans les onze pays du programme (Bénin, Bolivie, Costa Rica, Inde, Kenya, Madagascar, Malawi, Ouganda, Pérou, Philippines et Uruguay) sur la période 2007-2012. Chaque OPN a établi, pour son pays, des priorités de recherche pour définir un plaidoyer. Par exemple, la FUPRO au Bénin a axé sa recherche sur la politique de la filière maïs et les programmes de soutien au développement des chaînes de valeur.

Un des acquis du programme est d'avoir rapproché la communauté scientifique et les OPN et d'avoir apporté des réponses aux questions prioritaires des OPN.

### ▼ L'économie bleue

Le monde bleu est de plus en plus important : la production halieutique et aquacole a augmenté de 10 millions de tonnes entre 2010 et 2012 ; la consommation humaine de poisson par habitant est passée de 10 kilos dans les années 60 à plus de 19 kilos en 2012 ; 10 à 12 % de la population mondiale vit de la pêche et de l'aquaculture. Un secteur en pleine expansion mais dont la durabilité est remise en cause. Tour d'horizon de l'économie bleue.

La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2014. Possibilités et défis  
FAO, 2014, 255 p.

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/nonzd32>

### ▼ La diversité menacée ?

La diversité des semences est menacée, estime SOS Faim. Pourquoi ? D'un côté les grandes firmes mondiales, comme Dupont, Monsanto ou Syngenta, contrôlèrent plus de la moitié du marché mondial de la semence sous-brevet. D'un autre côté, face à elles, un système paysan où l'agriculteur reproduit ses semences. David contre Goliath ? Pas nécessairement. Les deux systèmes peuvent être complémentaires.

Semences en voie de disparition

SOS FAIM/Défis Sud n°118, avril-mai 2014, 28 p.

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/nv2u9vc>

### ▼ Connaître l'agroécologie

L'agroécologie suscite de plus en plus d'adhésions. Elle peut se définir comme une façon de concevoir des systèmes de production en se fondant sur les fonctionnalités offertes par les écosystèmes et en permettant de préserver l'environnement tout en accroissant la production. Toutefois, les approches de l'agroécologie sont diverses. Ce numéro d'Inter-réseaux offre une sélection d'informations et de documents sur cette agriculture durable.

Ressources sur l'agroécologie

Inter-réseaux, juin 2014

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/ofumswj>

## La faune sauvage, sentinelle de notre environnement ?



**Faune sauvage, biodiversité et santé, quels défis ?**  
 Sous la coordination de S. Morand, F. Moutou et C. Richomme  
 Éditions Quae, 2014, 192 p.  
 ISBN : 978-2-7592-2202-5  
 19,50 €  
 Éditions Quae  
 RD 10  
 78026 Versailles Cedex, France  
 Tél. : +33 (0) 1 30 83 35 48  
 Fax : +33 (0) 1 30 83 34 49  
 Email : [serviceclients@quae.fr](mailto:serviceclients@quae.fr)  
<http://www.quae.com>

■ “Plus de 60 % des pathogènes sont d’origine animale, dont 70 % viennent de la faune sauvage, 75 % des maladies infectieuses d’origine animale peuvent se transmettre à l’homme : cela nécessite une meilleure connaissance de la complexité des relations entre les animaux domestiques et la faune sauvage, les hommes et les écosystèmes”, soulignait le directeur général de l’Organisation mondiale de la santé

animale (OIE), Bernard Vallat, à la clôture de la conférence Santé des animaux et protection de la biodiversité dans le monde. L’ouvrage fournit des réponses en analysant les interactions entre les êtres vivants et leur environnement dans un contexte de crise de la biodiversité et d’émergence de maladies infectieuses nouvelles. Quel lien existe-t-il entre ces maladies, leur transmission et la faune sauvage ? La perte de la biodiversité s’accompagne-t-elle de risques sanitaires ? Les risques d’épidémies sont-ils croissants ? L’ouvrage aborde aussi l’impact des espèces introduites sur l’émergence des maladies. Parallèlement, il nous montre comment la faune sauvage se soigne, faisant état de cas étonnants d’automédication chez les insectes. C’est le cas des papillons monarques qui, lorsqu’ils sont infectés par des protozoaires parasites transmissibles à leurs descendants, pondent leurs œufs sur des plantes toxiques qui réduisent l’agent pathogène.

## L’innovation, clé de la durabilité



**Regards sur la Terre 2014**  
 Sous la direction de J.-Y. Grosclaude, R. Kumar Pachauri et L. Tubiana  
 Éditions Armand Colin, 2014, 384 p.  
 ISBN : 978-2-200-28957-7  
 26 €  
 Éditions Armand Colin  
 5, rue Laromiguière  
 75 240 Paris Cedex 05 – France  
 Tél. : 0 820 065 095  
 E-mail : [infos@armand-colin.fr](mailto:infos@armand-colin.fr)  
 Fax : +33(0)1 40 46 49 93  
<http://www.armand-colin.com>

■ Chaque année, *Regards sur la Terre* décrypte les enjeux du développement durable. Il donne des dates clés et répertorie les tendances marquantes de l’année avec des articles sur le climat, les conflits au Sahel, l’agroécologie, l’énergie durable. Le dossier 2014 est consacré à l’innovation. “L’innovation s’impose comme le nouveau mot étendard porté aux quatre coins de la planète par les entreprises, les gouvernements et les organisations internationales, qui y voient la réponse aux grands défis contemporains”, observent les auteurs. Des innovations multiples et dans tous les secteurs avec un foisonnement de technologies vertes et numériques qui conduisent également à des transformations socio-économiques des sociétés. Une innovation qui vient aussi du Sud, pionnier dans l’innovation dite “frugale”, où sont inventées des solutions durables et rentables pour répondre aux besoins des communautés locales en utilisant un minimum de ressources.

### ▼ Agriculture irriguée

Alors que la demande céréalière en Afrique de l’Ouest est croissante, l’étude s’interroge sur les perspectives de la riziculture irriguée autour des barrages de Bagré au Burkina Faso, de Sélingué au Mali et de Niandohba, confluent au Sénégal. L’auteur estime que de nouvelles règles et de nouveaux mécanismes de gouvernance des périmètres irrigués doivent être instaurés afin de prendre en compte le caractère multifonctionnel des exploitations familiales et replacer les organisations représentatives des producteurs au cœur du dispositif.

**Spécialisation ou diversification ? Perspectives divergentes sur la riziculture irriguée par trois grands barrages dans le Sahel**  
 Par B. Guèye  
 International Institute for Environment and Development (IIED), juin 2014, 26p.

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/pqgvjfd>

### ▼ Réforme agraire

Si chacun s’accorde pour dire que l’agriculture familiale nourrit une grande partie des habitants de la planète, il est aussi souvent véhiculé qu’elle occupe la majorité des terres cultivées. GRAIN s’est lancé dans un important travail de recensement et d’étude des données. Certes, la disponibilité de l’information est limitée mais on observe que les petites fermes occupent moins d’un quart des terres agricoles mondiales. GRAIN estime qu’il est urgent de mettre en place une véritable réforme agraire, avec une redistribution des terres au profit des paysans et petits producteurs.

**Affamés de terre. Les petits producteurs nourrissent le monde avec moins d’un quart de l’ensemble des terres agricoles**  
 GRAIN, mai 2014, 23p.

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/p6ahkqz>

### ▼ L’accès au marché

Le GRET met en œuvre des projets de soutien aux filières locales, en axant ses interventions notamment sur l’amélioration de la régularité de l’offre de produits agricoles et de leur qualité, le développement de la transformation à petite échelle, mais aussi en structurant les filières par une meilleure concertation entre les acteurs. Ce guide revient sur les expériences menées en Afrique et formule des recommandations pour appuyer le développement de ces filières et les renforcer.

**Comment améliorer l’accès au marché pour les exploitations familiales ? Retour sur les expériences du GRET en Afrique**  
 Par C. Broutin, B. Hermelin et L. Levard  
 GRET, Collection Études et travaux en ligne n°41, juin 2014, 69 p.

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/pcr7jnp>

## Indispensable jeunesse



**Stratégie du CTA pour la jeunesse 2013-2017**

CTA, 2014, 10 p.  
CTA n°. 1782  
2 unités de crédit

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/o7kgkhg>



Nous avons “la ferme conviction que l’engagement des jeunes dans l’agriculture est crucial pour le développement et la modernisation du secteur. Soixante-dix pour cent de la population jeune de l’Afrique vit en milieu rural et plus de 50 % de la population ACP a moins de 30 ans”, souligne Michael Hailu, Directeur du CTA. Cette attention portée à la jeunesse n’est pas nouvelle pour le Centre qui mène depuis plus de quinze ans des actions pour favoriser l’implication des jeunes dans l’agriculture. Mais c’est la première fois que le Centre formalise une stratégie qui s’articule et complète les trois objectifs principaux de son Plan stratégique 2011-2015. Son objectif est de promouvoir l’engagement des jeunes dans le développement agricole et rural afin de stimuler la croissance agricole et d’améliorer leurs revenus. Pour y parvenir, le CTA s’attachera à promouvoir des politiques axées sur les jeunes dans l’agriculture et le développement rural, à encourager leur participation au dialogue politique, à renforcer leur capacité à utiliser les TIC, à soutenir leurs innovations et à veiller à ce qu’ils intègrent pleinement les chaînes de valeur. L’épine dorsale de ces objectifs prioritaires est le renforcement des capacités des jeunes.

### ▼ La question du genre dans la crise alimentaire

Ce rapport revient sur la crise alimentaire qui a sévit dans le Sahel en 2012 sous l’angle de la question du genre et ce afin d’apporter des réponses adaptées et de construire une résilience.

L’analyse qualitative est réalisée à partir d’enquêtes de terrain au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

**Crise alimentaire, genre et résilience au Sahel Enseignements tirés de la crise de 2012 au Burkina Faso, Mali et Niger**

Par A. Diouf, M. D. Doka et D. Madougou  
OXFAM, juin 2014, 62 p.

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/kmf3eze>

## Le changement climatique de A à Z



**Le réchauffement climatique et ses impacts**

Tome I Le réchauffement climatique global  
Par J. Exbalin  
Éditions L’Harmattan, 2014, 290 p.  
ISBN : 978-2-343-03364-8  
22 €

5-7, rue de l’Ecole Polytechnique,  
75 005 Paris, France  
Tél. : +33 (0) 1 40 46 79 20  
Fax : + 33 (0) 1 43 25 82 03  
<http://www.harmattan.fr>

■ Comprendre toutes les facettes du changement climatique, telle est l’ambition de ce livre. Écrit par un enseignant et formateur en développement durable, il est pédagogique, accessible et permet de vulgariser des phénomènes complexes. Après avoir passé en revue les bases pour comprendre le changement climatique (définitions et notions), le livre aborde l’impact de celui-ci sur les grandes régions du monde, l’Arctique, le Grand Nord, l’Himalaya, l’Amérique latine. Il retrace les événements extrêmes, la montée des eaux, la diminution du permafrost et des glaciers, explique l’origine des gaz à effet de serre et constate la progression des réfugiés climatiques. L’impact du changement climatique est aussi abordé sur les espèces végétales et animales : les forêts menacées par la sécheresse, l’acidification des océans, la mise en péril voire la destruction des coraux mais aussi de l’ours blanc, des manchots, des tortues marines. Le koala australien disparaîtra si ne sont pas plantés d’urgence des eucalyptus, arbres qui le nourrissent et le protègent de la canicule.

C’est en véritable pédagogue de l’écologie que Jacques Exbalin nous donne des clés pour comprendre l’enjeu de notre siècle.

### ▼ Tour d’horizon des produits agricoles

Chaque année, l’OCDE et la FAO se penchent sur l’évolution du paysage agricole dans la prochaine décennie en donnant des perspectives détaillées pour les principaux produits. Dans cette édition, le coup de projecteur est mis sur l’Inde, pays où les marchés agricoles se sont considérablement transformés ces dernières années, avec des gains de productivité importants.

**Perspectives agricoles de l’OCDE et de la FAO 2014-2023**

OCDE, 2014, 357 p.  
ISBN : 978-92-64-19565-8  
49 €

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/opofj6p>

## L’économie africaine décryptée



**Croissance africaine : y croire et s’impatier.**  
15 clés pour comprendre les défis du continent

Par C. Heuraux  
Préface d’A. Diouf  
Éditions L’Harmattan, 2014,  
564 p.  
ISBN : 978-2-343-03840-7  
45 €  
L’Harmattan, voir colonne à gauche.

■ Sans faire de l’afro pessimisme, Christine Heuraux donne à travers une revue méticuleuse de tous les aspects de l’économie africaine, les clés pour comprendre la complexité de ce continent en pleine mutation, dépassant les clichés et les visions parfois réductrices.

L’ouvrage s’articule autour de trois grands chapitres. Le premier s’attache à montrer le potentiel exceptionnel de l’Afrique, tant au niveau des ressources humaines que naturelles. Un potentiel inégalement réparti et surtout peu valorisé. Les conditions préalables à un développement durable sont traitées dans le deuxième chapitre où sont notamment pointées les insuffisances en matière de main-d’œuvre qualifiée, de transport, d’accès à l’énergie ou encore au financement. Le dernier chapitre aborde les opportunités de développement du continent. Contrairement à ce que l’on avait prédit, la mondialisation n’a pas oublié l’Afrique, observe C. Heuraux, en ajoutant que si les pays émergents ont été à l’origine de la progression fulgurante des échanges mondiaux, le continent, et donc les échanges intra-africains, sera lui-même son principal vecteur de croissance.

### ▼ Transformation

ONE, organisation internationale de plaidoyer fondée par le chanteur Bono, a lancé une pétition “Do Agric” (L’agriculture, ça paye) appelant à investir plus et mieux dans l’agriculture. Dans ce rapport, ONE fait un état des lieux dix ans après la déclaration de Maputo et formule dix recommandations pour la transformation agricole du continent.

**Prêt au changement. La promesse de transformation agricole de l’Afrique**

ONE, juillet 2014, 57 p.

Téléchargeable sur :  
<http://tinyurl.com/lqgqara>

# La richesse des apports socio-économiques de la forêt



## Situation des forêts du monde



■ Les forêts sont la plus grande source de diversité biologique terrestre et jouent un rôle déterminant dans l'atténuation du changement climatique. Mais quelle est leur contribution socio-économique ? Chacun sait qu'elles créent des emplois, fournissent des aliments, servent à produire de l'énergie et rendent encore

Situation des forêts du monde. Mieux tirer parti des avantages socioéconomiques des forêts  
FAO, 2014, 132 p.  
ISBN : 978-92-5-208269-9  
Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/o2gcp7k>

bien d'autres services aux populations mais ces avantages socio-économiques n'ont jamais été mesurés précisément. C'est cette lacune qu'ambitionne de combler ce rapport 2014 de la FAO, en mettant l'accent sur les populations et non seulement sur les arbres, et ce pour mieux tirer partie de ces avantages. Quels sont les résultats ? Les recettes du secteur forestier structuré s'élèvent à plus de 600 milliards \$ US ; 13,3 millions de personnes travaillent dans le secteur forestier et si on ajoute l'emploi informel, cela représente au moins 41 millions d'individus en plus ; les combustibles ligneux représentent 27 % de l'approvisionnement de l'Afrique en énergie primaire ; avec 10,9 kilos de produits forestiers non ligneux consommés, les forêts contribuent à la sécurité alimentaire. Ainsi, les politiques forestières doivent aborder explicitement le rôle des forêts dans sa globalité, que ce soit dans la fourniture d'aliments, d'énergie ou encore d'un abri.

## POUR OBTENIR LES PUBLICATIONS

Les titres précédés du signe @ sont téléchargeables sur <http://publications.cta.int>.

Les titres précédés du logo peuvent être obtenus comme suit :

**Vous êtes déjà abonné(e) aux publications du CTA :**  
N'utilisez qu'un seul canal !

- Vous avez un compte sur <http://publications.cta.int> ? Connectez-vous et choisissez vos titres à concurrence de vos unités de crédit en cliquant sur "Ajouter au panier" et "Passer la commande".
- Pas d'accès à Internet ? Continuez à utiliser le bon de commande fourni par le CTA.

**Vous êtes une organisation ACP active dans l'agriculture mais n'êtes pas abonnée aux publications du CTA :**

Demandez un abonnement via le site <http://publications.cta.int>, par courriel à [pdsorders@cta.int](mailto:pdsorders@cta.int) ou par la poste à CTA – PDS, PO Box 173, 6700 AD Wageningen, Pays-Bas.

En 2014, les organisations qui s'abonnent recevront 200 unités de crédit. Celles déjà abonnées recevront 200 unités de crédit plus la moitié du nombre d'unités de crédit dépensées en 2013, soit un maximum de 400 unités de crédit.

**Vous n'êtes pas dans un des cas mentionnés ci-dessus :**

Vous pouvez, soit acheter les ouvrages auprès des éditeurs ou en librairie, soit les télécharger sur <http://publications.cta.int> si elles sont en accès libre. Plus de la moitié de nos titres sont téléchargeables gratuitement !

Les titres précédés du symbole ■ sont disponibles à l'achat chez les éditeurs mentionnés ou en librairie.

### ▼ Transition agroécologique

Dans cet article, les auteurs proposent un cadre conceptuel pour mettre en œuvre un modèle de profonde modernisation écologique de l'agriculture. Ce cadre – intégrateur, interdisciplinaire et multiniveau – articule et enrichit les trois cadres conceptuels existants (systèmes famille-exploitation, socio-écologique et socio-technique). "Il formalise un système d'acteurs, dont les stratégies d'action sont le produit de normes et accords formels et informels, en interaction, via les technologies, avec les ressources matérielles propres aux exploitations agricoles, aux filières et aux territoires de gestion des ressources naturelles".

**Un cadre conceptuel pour penser maintenant (et organiser demain) la transition agroécologique de l'agriculture dans les territoires**

Par M. Duru, M. Fares et O. Therond  
Cahiers Agricultures, vol 23, n°2, mars-avril 2014

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/kseggd>

### ▼ Les enjeux des APE

À l'approche de la date du 1<sup>er</sup> octobre, où le libre accès au marché européen sera retiré aux pays ACP qui n'auraient pas ratifié les Accords de partenariat économique (APE) intermédiaires, le rapport fait état des négociations depuis la signature de l'Accord de Cotonou en 2000 jusqu'à aujourd'hui. Il analyse les points de désaccord entre l'UE, les défis notamment au niveau commercial auxquels doivent faire face les pays ainsi que les dangers que représenteraient ces accords. Il formule également un certain nombre de recommandations, dont la négociation d'Accords de coopération et de solidarité (ACS) en substitution aux APE et non basés sur le libre-échange.

**Accord de Partenariat et agriculture : quels enjeux pour l'Afrique ?**

Par A. Bigot et L. Levard  
Coordination SUD, Commission Agriculture et Alimentation (C2A), juin 2014, 83 p.

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/pk2rljg>



## 4 questions à LAMON RUTTEN

La conférence Fin4Ag, organisée à Nairobi en juillet 2014 par le CTA, a réussi à créer une plateforme permettant aux financiers, aux gouverneurs de banques centrales, aux petits agriculteurs, aux chefs d'entreprise du secteur des TIC et à d'autres acteurs de se rencontrer pour examiner les défis du financement de l'agriculture et proposer des solutions réalistes. Lamon Rutten, responsable des politiques, des marchés et des TIC au CTA nous livre sa vision des résultats de la conférence.



**1** *Quelles sont les relations qui existent actuellement entre les banques et les agriculteurs des pays ACP ? Selon vous, dans quelle mesure ces relations sont-elles susceptibles de changer après la conférence ?*

L'agriculture est sous-représentée dans les portefeuilles bancaires et les prêts commerciaux ne sont accessibles qu'à une infime minorité de petits agriculteurs. En raison d'expériences passées malheureuses – résultant en partie des approches peu efficaces mises en œuvre par les gouvernements et les agences de développement – de nombreuses banques estiment que le secteur de l'agriculture ne peut leur garantir des rendements corrects. Or, si c'est le cas, c'est avant tout parce que les banques ne savent pas comment prêter aux petits agriculteurs – comment mettre au point et gérer des mécanismes de prêt adaptés – et non en raison de la non-rentabilité intrinsèque du secteur agricole. Il ne fait aucun doute que

l'agriculture, et même l'agriculture à petite échelle, peut être rentable. Les tendances observées dans le monde en témoignent d'ailleurs. Mais il y a aussi des risques qui doivent être gérés. De formidables opportunités commerciales s'offrent aux financiers qui apprennent comment prêter aux agriculteurs sans s'exposer à des risques. Mais il faut pour cela que les petits agriculteurs disposent des moyens d'assurer leur rentabilité et deviennent des femmes et des hommes d'affaires orientés sur les besoins du marché. La conférence a examiné de nombreux mécanismes qui se sont révélés efficaces et beaucoup de participants ont déjà indiqué qu'ils étaient impatients de mettre en œuvre des idées nouvelles une fois rentrés chez eux.

**2** *La conférence s'est concentrée sur les services financiers numériques. Y a-t-il un service qui vous ait particulièrement marqué par son approche novatrice, son originalité ?*

De nombreuses idées originales et reproductibles ont été entendues. Si je dois en choisir une seule, je prendrai Umati Capital, une société kenyane qui permet aux petits agriculteurs d'écouler leur production moyennant un paiement différé. Après avoir étudié la chaîne de valeur, Umati Capital a mis en place une plateforme numérique sur mesure (technologie mobile et logiciel) qui montre la progression des produits tout au long de la chaîne de valeur. Les informations fournies par la plateforme, ainsi que les fonds apportés par les investisseurs et la souscription d'une assurance contre le risque de non-paiement par l'acquéreur final, permettent à Umati Capital de prêter aux agriculteurs dès la livraison. Il s'agit d'un produit simple mais qui change la donne pour les agriculteurs et offre un bon rendement aux investisseurs.

**3** *Pensez-vous que la "révolution" du financement des chaînes de valeur est véritablement en marche ? Touchera-t-elle de la même façon les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ?*

Au cours de ces dernières années, les éléments distincts nécessaires à une approche radicalement nouvelle de l'agrofinance – des produits de gestion des données et du risque aux outils pour la livraison, aux systèmes de soutien au crédit en passant par les connaissances sur l'appui aux structures juridiques et réglementaires – ont été développés. Les TIC et l'échange d'idées et d'expériences font à présent le lien entre ces divers éléments. Dans ce domaine, les progrès seront plus rapides en Afrique que dans les autres régions mais au regard des avantages de l'approche pour toutes les parties concernées, elle s'étendra également aux Caraïbes et au Pacifique. Certes, une hirondelle ne fait pas le printemps mais, à bien y regarder, le printemps n'est pas loin vu le nombre d'hirondelles çà et là.

**4** *Quelles actions de suivi le CTA compte-t-il mettre en place ?*

Le CTA continuera à jouer un rôle de catalyseur en rassemblant les acteurs lorsque nous pensons que cela peut favoriser le brassage d'idées, la création de nouveaux partenariats et d'autres accomplissements importants. Nous documenterons également les meilleures pratiques afin de faciliter leur reproduction et leur amélioration et renforcerons les capacités afin de permettre à tous les acteurs de la chaîne de valeur de coopérer plus efficacement à la conception et à la mise en œuvre d'approches de financement innovantes.

## Services aux lecteurs

### Écrire à *Spore*

CTA — rédaction de *Spore*  
PO Box 380  
6700 AJ Wageningen  
Pays-Bas  
Fax : + 31 317 460067  
E-mail : spore@cta.int

### S'abonner à *Spore*

RECEVOIR LA VERSION IMPRIMÉE  
L'abonnement est :

- gratuit pour les organisations et personnes actives dans le développement rural et résidant dans un pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) :

s'abonner

- via <http://publications.cta.int> en cliquant sur "Demander un abonnement gratuit" ;

- par la poste (CTA *Spore* Abonnements, PO Box 173, 6700 AD Wageningen, Pays-Bas) ou par courriel à [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int).

- payant pour toute autre adresse : 36 € par an (6 numéros)

Abonnement à souscrire auprès de SMI (Distribution Services) Ltd  
PO Box 119, Stevenage  
Hertfordshire SG1 4TP  
Royaume-Uni

Fax : + 44 1438 748844

E-mail : [CTA@earthprint.co.uk](mailto:CTA@earthprint.co.uk)

RECEVOIR LE RÉSUMÉ  
GRATUIT PAR E-MAIL

Abonnez-vous à l'édition e-mail (90 kb) à :

<http://spore.cta.int>

ou envoyez un e-mail vierge à :

[join-spore-fr@lists.cta.int](mailto:join-spore-fr@lists.cta.int)

Pour la version texte seulement :

[join-spore-text-fr@lists.cta.int](mailto:join-spore-text-fr@lists.cta.int)

LIRE SPORE SUR ÉCRAN

- sur le Web : consultez [spore.cta.int](http://spore.cta.int)

### Reproduire *Spore*

- Pour un usage non commercial, les articles de *Spore* peuvent être librement reproduits à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie à la rédaction.

- Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.

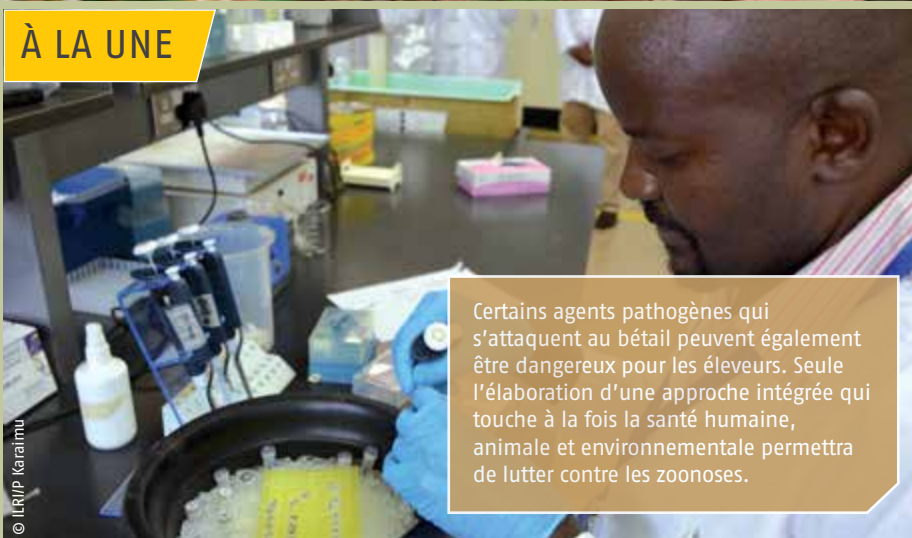
## DOSSIER



© One Acre Fund/H. Tucker

Les femmes produisent la majeure partie de la nourriture et jouent donc un rôle déterminant dans la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté. Leur contribution pourrait être toutefois plus importante si elles bénéficiaient du même accès que les hommes aux ressources.

## À LA UNE



© ILRI/P. Karalimu

Certains agents pathogènes qui s'attaquent au bétail peuvent également être dangereux pour les éleveurs. Seule l'élaboration d'une approche intégrée qui touche à la fois la santé humaine, animale et environnementale permettra de lutter contre les zoonoses.

## CHAÎNES DE VALEUR



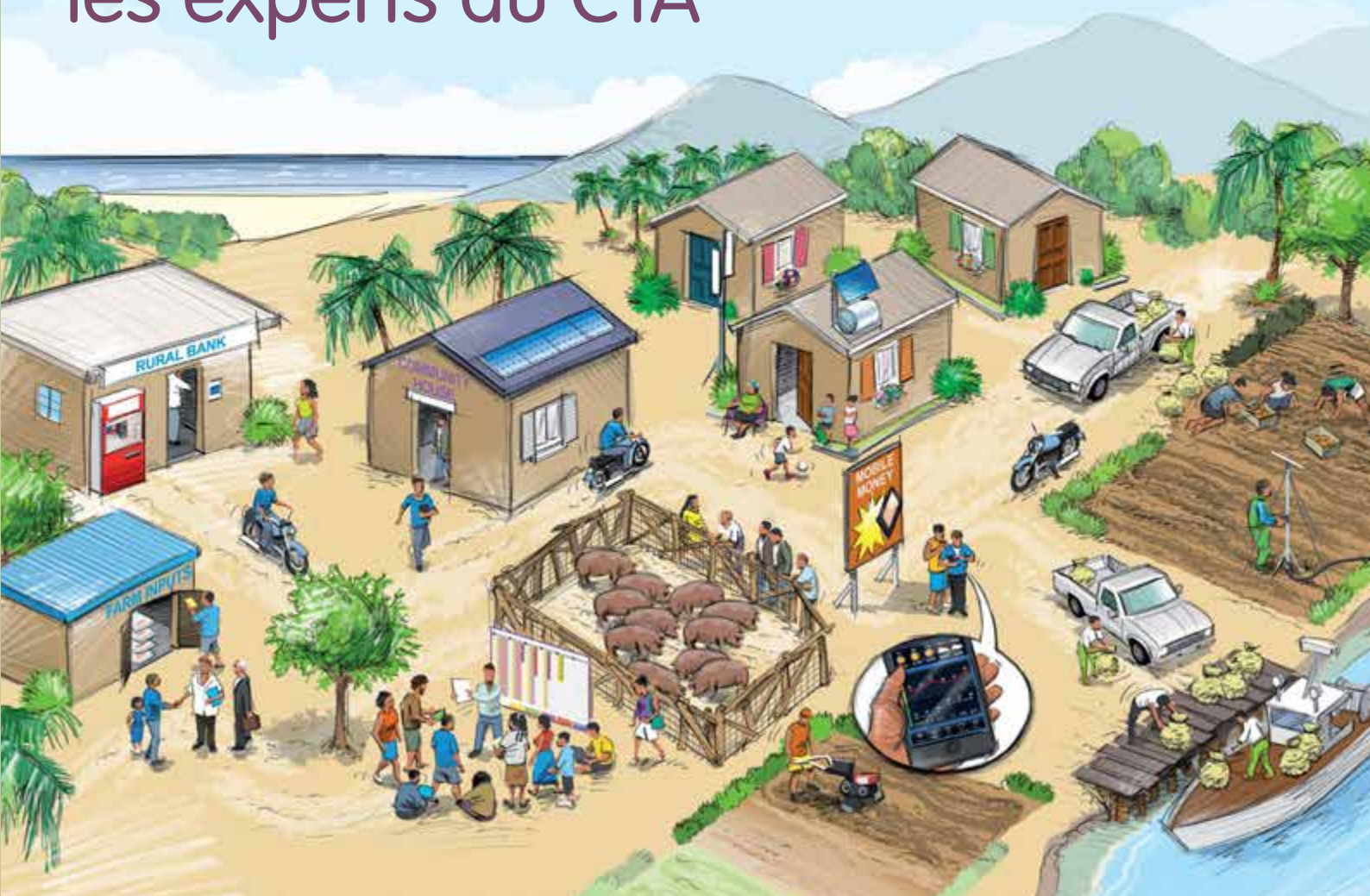
© PhytoTrade Africa

Les produits pharmaceutiques et alimentaires à base de baobab étant désormais autorisés en Europe et aux États-Unis, l'on s'active actuellement à renforcer les chaînes d'approvisionnement et à commercialiser la production et la transformation du baobab pour les marchés locaux et internationaux.

# Comment relancer l'agriculture familiale ?



Découvrez les 4 pistes proposées par les experts du CTA



En savoir plus sur [www.cta.int/iyff](http://www.cta.int/iyff)



# Savoir c'est...

Se nourrir • Pouvoir prospérer •  
Déjà s'adapter • Être compétitif •  
Être en mesure de changer



Découvrez comment  
en cliquant sur  
[www.cta.int/savoir-cest](http://www.cta.int/savoir-cest)

